



PN
UD

*Au service
des peuples
et des nations*

2012

2013

RAPPORT ANNUEL

ŒUVRER POUR UN PROGRÈS GLOBAL

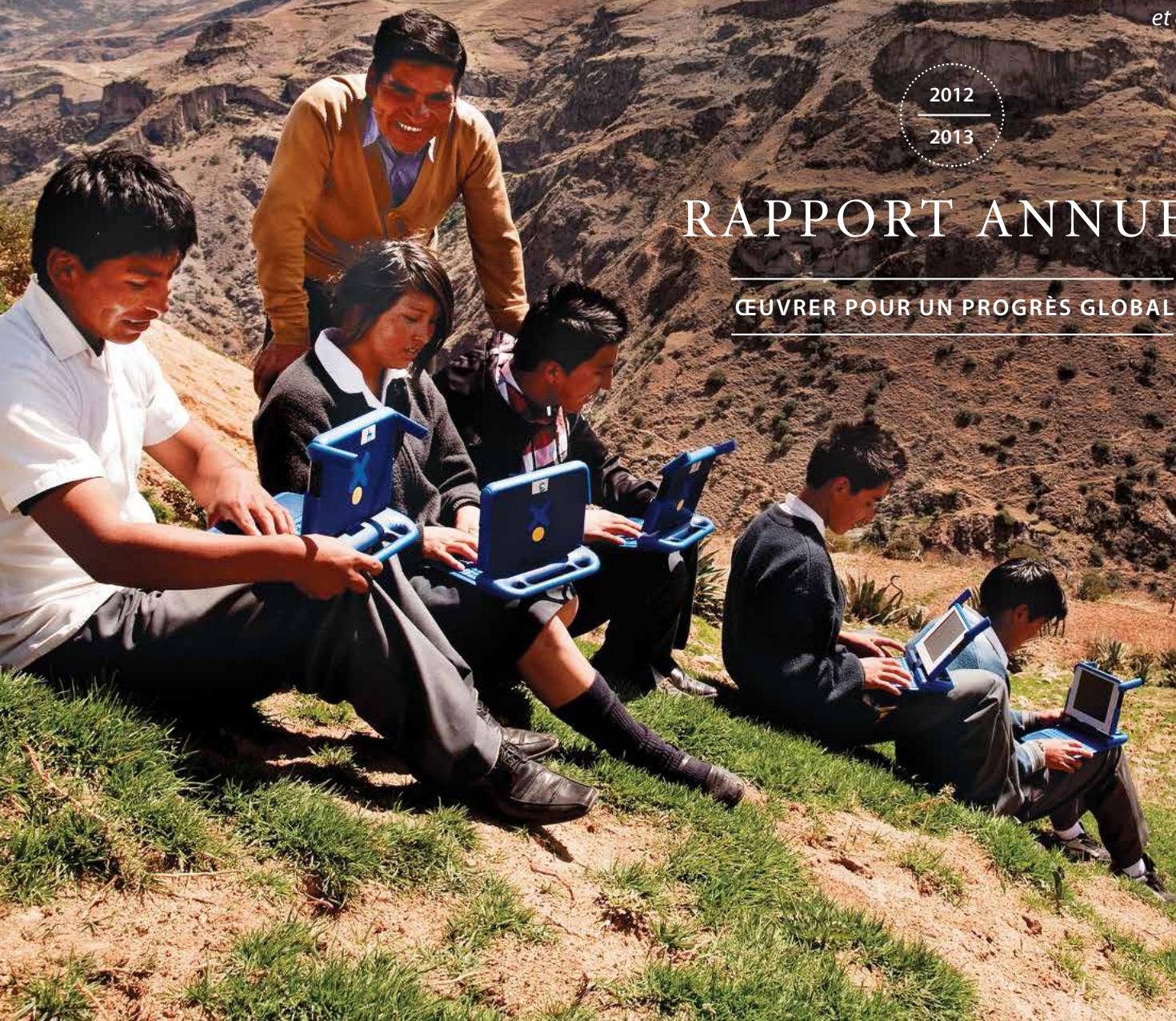


TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|----|
| Avant-propos : Un programme de développement redynamisé..... | 1 |
| Introduction : Le développement en marche..... | 2 |
| Réduction de la pauvreté et réalisation des OMD | 6 |
| GROS PLAN • Éthiopie : Pour réduire la pauvreté, cultivez vos champs..... | 8 |
| Constuire des sociétés inclusives | 10 |
| GROS PLAN • République de Moldova : Faire équipe pour améliorer les services publics..... | 12 |
| Prévention des crises et relèvement | 14 |
| GROS PLAN • Colombie : La vie reprend pour les populations déplacées..... | 16 |
| Gestion durable des ressources | 18 |
| GROS PLAN • Népal : Et la lumière fut..... | 20 |
| Le PNUD en chiffres..... | 22 |
| Effets multiplicateurs des partenariats..... | 24 |
| Fonds d'équipement des Nations Unies : La réinsertion par les services bancaires mobiles..... | 30 |
| Volontaires des Nations Unies : Le volontariat au service du développement..... | 31 |
| Le PNUD et le système des Nations Unies : Leadership et coordination..... | 32 |
| Le PNUD intra-muros : Responsabilité et confiance..... | 34 |
| Ressources du PNUD..... | 38 |

COUVERTURE: Au Pérou, un programme du PNUD forme les étudiants à l'utilisation d'ordinateurs pour la collecte de données environnementales et leur permet d'échanger des informations avec leurs camarades du monde entier.

UN PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT REDYNAMISÉ

L'année 2012 a marqué le démarrage d'un processus de redynamisation du programme mondial de développement. Lors de la Conférence Rio+20 des Nations Unies sur le développement durable, les États Membres ont convenu que ce dernier offrirait la seule possibilité d'avenir viable et qu'il fallait adopter une démarche intégrée pour mettre en œuvre des initiatives de développement économique et social et de protection de l'environnement. Les États Membres ont résolu à ces fins de définir des objectifs de développement durable à même d'orienter les initiatives nationales et internationales de l'après-2015.

Beaucoup de choses ont changé depuis qu'ont été lancés les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), il y a plus d'une décennie. Des progrès remarquables et substantiels ont été accomplis dans le monde en développement. Par leur clarté, leur concision et leur mesurabilité, les OMD ont rallié à une cause commune les décideurs politiques, les experts du développement et l'ensemble de la société civile.

Plus on avancera dans la réalisation des OMD, plus on pourra renforcer la confiance et mobiliser des appuis en faveur d'un programme de développement résolu et ambitieux pour l'après-2015, programme qui permettrait de viser en tout réalisme l'élimination de la pauvreté extrême.

Le PNUD joue depuis longtemps un rôle de premier plan, non seulement parce qu'il est l'un des principaux avocats des OMD mais aussi parce qu'il appuie les mesures mises en œuvre pour les réaliser, tant par le biais de ses propres programmes que par son leadership au sein du système des Nations Unies pour le développement.

Nous collaborons actuellement avec nos partenaires nationaux et internationaux dans quelque 46 pays pour mettre en œuvre le Cadre d'accélération de la réalisation des OMD,

entériné par le Groupe des Nations Unies pour le développement. Comme son nom l'indique, ce cadre vise à favoriser la réalisation des objectifs en supprimant les goulets d'étranglement qui ralentissent les progrès. Les autorités gouvernementales, en coopération avec leurs partenaires, l'appliquent pour reformuler les plans, les initiatives et les budgets nationaux. Des bailleurs de fonds tels que l'Union européenne et le Japon ont aligné leur appui sur certains des plans d'accélération et le président de la Banque mondiale s'est prononcé en faveur de ces efforts. Nos travaux conjoints peuvent s'avérer opérants et contribuer à la réalisation des cibles des OMD d'ici la date butoir de 2015.

Les OMD doivent leur valeur aux progrès qu'ils ont suscité ainsi qu'à la masse d'acquis, d'expériences et de connaissances des processus efficaces qu'ils ont permis d'accumuler et qui devrait éclairer la formulation d'un programme mondial de développement renouvelé.

Le PNUD joue un rôle important en animant un très grand débat mondial sur les objectifs futurs. Des activités de diffusion par le biais de plateformes TIC et de méthodes classiques de réunions communautaires ont permis de recueillir des points de vue sur les futures priorités de développement auprès de plus de 750 000 personnes de par le monde. Beaucoup ont souligné la nécessité de parachever la réalisation du programme des OMD, d'accorder une attention accrue à l'élimination des inégalités en matière de développement et d'élargir les possibilités offertes aux gens de faire entendre leur voix et de prendre part aux efforts.

Comme en témoigne ce rapport, le PNUD continuera de s'impliquer résolument dans ces discussions et s'efforcera parallèlement d'apporter des améliorations réelles aux conditions de vie des gens. Nous préparons notre nouveau plan stratégique axé sur le maintien du progrès humain et environnemental et sur la gestion des risques dans un monde

L'Administrateur du PNUD, Helen Clark, en Ouganda, lors d'une visite d'une association de femmes qui aide les communautés défavorisées à résoudre leurs problèmes sociaux et économiques de manière écologiquement viable.



volatil. Nous affinerons nos prestations, accroîtrons notre efficacité et renforcerons nos partenariats. Nous nous employons à l'avènement d'un monde où le développement sera durable et équitable et où tous les peuples et toutes les communautés pourront renforcer leur résilience face à l'adversité.

Les OMD nous ont tous appris à viser haut et à voir plus grand. Il y va du bien-être des peuples et de notre planète.

Helen Clark

ADMINISTRATEUR DU PNUD

LE DÉVELOPPEMENT EN MARCHE



L'amélioration du bien-être humain est l'une des visées centrales des activités du **PNUD** en tant qu'organisme mondial de développement des Nations Unies. Présents dans 177 pays et territoires, nous appuyons des initiatives qui relèvent le niveau de vie, créent des opportunités et permettent aux gens de s'épanouir.

NOTRE VISION est porteuse d'espoir : un monde sans pauvreté, libéré des inégalités et de l'exclusion et axé sur les retombées du développement humain durable.

Notre optimisme vient du fait que notre monde peut célébrer aujourd'hui des progrès sans précédent dans pratiquement tous les domaines du développement humain. Fort de l'engagement et des investissements voulus, le développement s'avère opérant.

Nous avons constaté que dans chaque région, des pays ont vu les valeurs de l'Indice du développement humain 2013 du PNUD converger vers le haut. Là où nous disposons de données complètes,

nous remarquons qu'aucun pays n'a reculé par rapport à l'an 2000. Une croissance économique soutenue est en train de transformer de nombreux pays en moteurs de l'économie mondiale.

Pour preuve, plusieurs ont été atteints. Bien moins nombreux sont les gens qui vivent dans l'extrême pauvreté, et bien plus nombreux ceux qui ont accès à une eau potable. Nous ne sommes pas loin de la scolarisation universelle dans le primaire et la parité des sexes a été atteinte à ce niveau. Des dépenses ciblées pour les vaccins, les moustiquaires et la nutrition ont contribué à une réduction de 41 % du taux de mortalité infantile en

« Nous sommes tous gagnants lorsque les pays en développement jouissent d'une économie dynamique, sont bien gouvernés et vivent en paix, ont une population éduquée et en bonne santé et peuvent soutenir la lutte contre les changements climatiques en s'orientant sur la voie d'un développement à faible intensité de carbone. »

— Helen Clark | *Administrateur du PNUD*



Afrique subsaharienne. Plus de 98 % des substances destructrices de l'ozone ont été éliminées.

Nous savons aussi qu'il reste de grands défis à relever, depuis les changements climatiques jusqu'aux disparités croissantes. Il y a encore trop de gens qui souffrent de la faim et de la malnutrition, trop de femmes qui meurent en couches. Nous n'avons pas fourni suffisamment d'efforts pour atteindre la cible des OMD relative à l'amélioration de l'assainissement, d'une importance vitale pour la santé et la dignité humaine. Cinquante États dits fragiles d'après la classification de la Banque mondiale n'atteindront pas un seul des OMD d'ici 2015.

Au PNUD, nous reconnaissons à la fois les possibilités et les périls du monde actuel. Les problèmes à résoudre sont souvent

complexes et étroitement liés, ce qui contribue à la volatilité de la conjoncture. Mais en tant que partenaire flexible, réactif et jouissant largement de la confiance des populations que nous servons, nous relevons ces défis, sachant par expérience que le développement est opérant, et que l'on peut trouver des solutions.

Ce rapport met en évidence certaines de ces solutions, appliquées au cours de la période 2012-2013 dans nos quatre domaines d'activités : la réduction de la pauvreté, la gouvernance démocratique, la prévention des crises et le relèvement, et l'environnement et le développement durable.

Chacun de ces domaines est d'une importance vitale pour les ultimes efforts visant à réaliser les OMD d'ici 2015. Ils font partie intégrante des engagements pris à Rio+20 en 2012 en



Les OMD reflètent des composantes fondamentales du développement.

Grâce à l'appui du PNUD en Afghanistan, la province de Bamiyan est électrifiée, ce qui permet d'éclairer les locaux et d'alimenter des ordinateurs. Au premier plan, une fillette en salle de classe.

Dans le cadre de l'élaboration de la nation, des policiers suivent un programme de formation dans la province du Bahr el Ghazal, au Soudan du Sud.

Lors du lancement du Rapport sur le développement humain (à partir de la gauche) : Helen Clark, Administrateur du PNUD ; Enrique Peña Nieto, Président du Mexique ; Khalid Malik, Directeur du Bureau du Rapport sur le développement humain, PNUD ; Ricardo Lagos, ancien Président du Chili ; et José Antonio Meade Kuribreña, Ministre des Affaires étrangères du Mexique.

« Le Rapport sur le développement humain du PNUD met en évidence de profonds changements dans la dynamique mondiale. J'entends par là la montée de pays en développement tels que l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et la Turquie, et bien sûr le Mexique. Ces nations émergentes transforment leur réalité par des politiques sociales actives et par une amélioration des conditions de vie des groupes les plus vulnérables. »

— Enrique Peña Nieto | Président du Mexique, lors du lancement du Rapport sur le développement humain 2013

faveur d'une orientation commune vers le développement durable, où la poursuite du développement économique et social dépend d'une gestion prudente des ressources environnementales.

Le PNUD appuie les pays dans les efforts qu'ils déploient pour placer les citoyens au cœur même du développement humain durable. Il contribue à établir des liens entre les pays, les populations, les partenaires, les défis, de manière à accroître l'efficacité et la rapidité du développement et à faire en sorte que les dividendes soient largement partagés.

En cette époque d'interdépendance mondiale, cela nous concerne tous. Ce sont nos investissements dans les peuples et dans notre planète qui seront les plus payants.



L'ESSOR DU SUD

L'édition *2013 du Rapport sur le développement humain* du PNUD, intitulé *L'essor du Sud*, attire l'attention du monde sur l'un des changements les plus profonds de l'ère moderne, la transformation de nations jadis pauvres. Les pays en développement dynamiques sont aujourd'hui un moteur de croissance économique, ils libèrent des centaines de millions de gens de la pauvreté et permettent à des milliards de personnes d'accéder à la classe moyenne.

Jamais auparavant avait-on assisté à une amélioration aussi rapide, aussi spectaculaire des conditions de vie d'un aussi grand nombre de gens. Ce rééquilibrage historique éclipse la Révolution industrielle et, pour la première fois depuis des siècles, place le Sud aux commandes du progrès mondial.

Le rapport fait la chronique de la réduction considérable de la proportion de gens vivant dans une pauvreté de revenu extrême, qui est passée de 43 % en 1990 à 22 % en 2008. De 1980 à 2010, les pays en développement ont doublé leur part des échanges mondiaux de marchandises, pour avoisiner les 47 %. On trouve des téléphones portables avec accès à l'Internet dans tous les pays du Sud, dont la plupart

sont produits sur place.

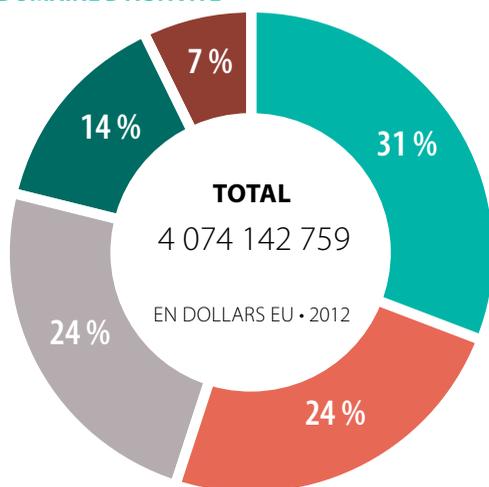
Si les succès remportés par des nations telles que le Brésil, la Chine et l'Inde sont connus, il y a plus de 40 autres pays qui ont fait un spectaculaire bond en avant en matière de développement humain. Leurs progrès sont dus en grande partie à des investissements délibérés dans l'éducation et les soins de santé, ainsi qu'à un engagement stratégique dans l'économie mondiale. Par ailleurs, les politiques sociales novatrices appliquées par certains pays pour réduire les inégalités sont largement imitées par d'autres.

Les pays du Nord et du Sud font à présent face à des défis communs pour maintenir les acquis du développement humain, notamment les pressions environnementales et les changements climatiques. Mais étant donné la concentration croissante de ressources et de savoir-faire dans le Sud, il s'offre aussi des possibilités de nouveaux partenariats qui permettront de formuler des solutions.

Le rapport souligne le fait que le développement humain n'est pas un jeu à somme nulle avec des gagnants et des perdants. « Le Sud a besoin du Nord, note-t-il, et le Nord a de plus en plus besoin du Sud. »

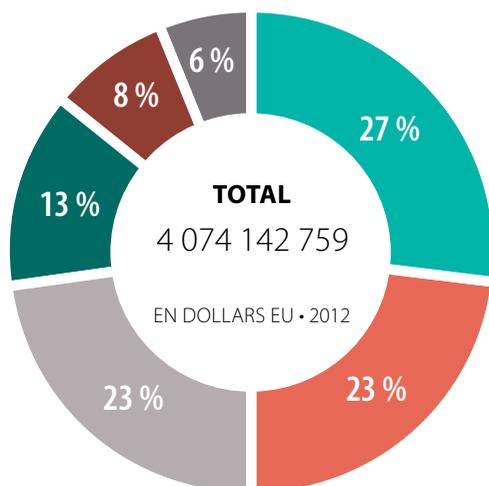
RÉPARTITION DES DÉPENSES DE PROGRAMME DU PNUD - DONNÉES PRÉLIMINAIRES*

PAR DOMAINE D'ACTIVITÉ



- 1 256 604 982** Réalisation des OMD et réduction de la pauvreté humaine
- 987 193 511** Action en faveur de la gouvernance démocratique
- 968 933 870** Appui à la prévention des crises et au relèvement
- 555 091 581** Gestion de l'énergie et de l'environnement pour un développement durable
- 306 318 815** Autres dépenses de programme

PAR RÉGION



- 1 100 757 563** Asie et Pacifique
- 950 349 107** Amérique latine et Caraïbes
- 925 305 517** Afrique
- 515 334 218** États arabes
- 343 066 390** Europe et Communauté des États indépendants (CEI)
- 239 329 964** Autres dépenses de programme

* Chiffres préliminaires de mars 2013, obtenus avant la finalisation et l'audit des informations financières du PNUD.

SOURCE : Groupe d'appui opérationnel/PNUD



Au Myanmar, le PNUD a aidé les habitants de 8 000 villages à améliorer leurs moyens d'existence, y compris par le biais de groupes de microcrédit. La sécurité alimentaire s'est accrue pour près de 427 000 personnes.

Réduction de la pauvreté et réalisation des OMD

« Les OMD constituent la campagne mondiale contre la pauvreté la plus réussie de l'histoire. »

— Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies

La réduction de la pauvreté, premier des OMD, reste le plus grand défi mondial à relever. Si le monde peut se féliciter d'avoir atteint la cible de la réduction de moitié de la pauvreté avant la date butoir de 2015, il subsiste néanmoins de vastes poches de dénuement dans les pays tant pauvres qu'aisés.

La réduction de la pauvreté se situe au cœur même de tout ce qu'entreprend le PNUD pour faire des progrès en matière de dignité humaine et de développement inclusif. En vue d'induire des changements en profondeur, nous aidons les pays à agir sur les facteurs multiples et étroitement liés de la pauvreté et de l'inégalité. Nos programmes visent, entre autres, à faciliter l'accès des populations aux moyens d'existence, à des sources d'alimentation sûres, à de meilleurs soins de santé et à relever leur niveau de vie.



Dans le cadre de la Facilité africaine pour les marchés inclusifs, le PNUD favorise le développement de chaînes de valeur régionales entre le **Burkina Faso**, la **Côte d'Ivoire**, le **Ghana**, le **Kenya**, le **Mali**, l'**Ouganda** et la **Tanzanie**. Plus de 10 500 petits exploitants agricoles et 80 petites et moyennes entreprises produisent et échangent des denrées telles que du sorgho, des oignons et des mangues, en tirant parti de meilleurs services locaux de vulgarisation agricole et des technologies qu'ils apportent pour améliorer la qualité et réduire les pertes après les récoltes. L'amélioration des moyens d'existence et l'offre de nouveaux emplois ont permis une augmentation des revenus.

Les habitants des zones rurales de la **Haute-Égypte** sont de très loin les plus pauvres du pays. Le PNUD coopère avec trois autres organismes des Nations Unies pour améliorer les capacités des agriculteurs en matière de culture, de gestion et de commercialisation. Une agro-entreprise leur donne davantage de poids dans les négociations. La réduction de l'emploi des pesticides leur permet d'obtenir de meilleurs prix et ouvre la voie à un accroissement des exportations vers l'Union européenne.

En **Bolivie**, un programme de subventions et de microcrédit cible les femmes autochtones pauvres. Il a permis à plus de 4 600 d'entre elles d'obtenir des fonds pour accroître les rendements agricoles ou monter des petites entreprises. Le programme dispense également des formations techniques ou de gestion et facilite l'accès aux documents juridiques, tels que ceux qui sont exigés pour pouvoir voter ou obtenir un prêt bancaire.

Grâce au Cadre d'accélération de la réalisation des OMD, le PNUD a aidé 45 pays à repérer les goulets d'étranglement qui freinaient leurs efforts et à prendre des mesures d'une grande efficacité pour les réduire. Au **Bangladesh**, qui a obtenu de bons résultats dans l'ensemble, les régions de collines du sud-est accusent encore du retard. Nous avons aidé à améliorer les services de santé avec la mise en place de 80 cliniques satellites et le déploiement de 1 000 agents sanitaires itinérants qui dispensent des soins à environ 1,2 million de personnes.

Au niveau mondial, l'initiative Genre et gestion des politiques économiques a permis à plus de 600 décideurs, économistes, statisticiens et experts des questions d'égalité des sexes de 58 pays d'acquérir les capacités nécessaires pour concevoir des politiques macroéconomiques favorables à l'égalité des sexes et à la réalisation des OMD.

EUROPE ET CEI : UN AVENIR POUR LES JEUNES

Aleksandr Vrhovac était désespéré. Après une longue recherche d'emploi qui n'avait rien donné, il lui semblait ne plus avoir d'autre option que de quitter la **Bosnie-Herzégovine**, où le taux de chômage des jeunes dépasse les 60 %.

C'est alors qu'il a découvert les Centres d'information, de conseil et d'éducation qui relèvent du réseau national des bureaux publics pour l'emploi. Ces 17 centres, qui sont parrainés conjointement par le PNUD en partenariat avec le programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) et trois autres organismes des Nations Unies, couvrent tout le territoire national et sont les premiers du pays à offrir des services spécialisés pour l'emploi des jeunes.

À sa sortie, muni de nouvelles aptitudes en matière de recherche d'emploi, Aleksandr a été embauché par un détaillant national. « Le personnel du centre m'a donné confiance, dit-il, et je suis très heureux de travailler. »

Les centres ont dispensé jusqu'ici conseils et formations à près de 42 000 jeunes et lancé des formules innovantes, telles que le partage d'annonces d'offres de services sur une page Facebook qui, au début 2013, avait reçu près de 32 millions de visiteurs.

En **Géorgie**, le PNUD a apporté son appui à l'emploi des jeunes dans les zones touchées par les conflits. L'université de Gori possède à présent l'un des meilleurs programmes de formation professionnelle du pays et offre une gamme complète de formations pratiques. Dans ses nouveaux établissements situés à Poti et à Zugdidi, près de la moitié des 1 500 étudiants et étudiantes ont été déplacés par les conflits.

Nino Narmania en fait partie. Son programme de formation aux métiers de la couture est pour elle un rêve devenu réalité. « Je pourrai trouver un bon emploi, dit-elle. Cette fac, c'est mon avenir. »



Grace à sa formation, Nino Narmania a repris espoir en l'avenir.

Pour réduire la pauvreté, cultivez vos champs

L'Éthiopie ambitionne de devenir un pays à revenu intermédiaire d'ici 15 ans. Mais malgré des taux élevés de croissance économique, elle reste aux prises avec la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Pour que le développement réussisse, il faut que les bénéfices de la croissance soient largement partagés.

C'est pourquoi le PNUD consacre à l'agriculture une part notable de son appui à l'Éthiopie. Le secteur représente près de la moitié de l'activité économique du pays et emploie plus de 80 % de sa main-d'œuvre.

Une initiative vise à réduire la vulnérabilité aux changements climatiques et aux aléas de la pluviométrie. Mohammed Hassen est l'un des nombreux agriculteurs qui ne savaient comment s'adapter à ces changements et qui, comme d'autres habitants de son district rural, cultivaient la terre comme cela se faisait immuablement depuis la nuit des temps.

Les choses ont changé grâce à un partenariat entre le ministère de l'Agriculture, le PNUD et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), qui a fourni à Mohammed Hassen et à ses voisins des semences résistant à la sécheresse. Fort de ses expériences au Zimbabwe, le PNUD a fourni de simples pluviomètres en plastique pour permettre aux agriculteurs d'une localité de surveiller les tendances météorologiques et de planifier en prévision des sécheresses. Par ailleurs, les exploitants ont été encouragés à se remettre à l'utilisation de pesticides traditionnels, peu coûteux et respectueux de l'environnement.

Aujourd'hui, Mohammed Hassen sème avec soin la situation : son revenu a doublé et sa famille fait trois repas par jour au lieu de deux. Et il a les moyens d'envoyer ses enfants à l'école et de leur acheter des fournitures.

Le ministère de l'Agriculture a distribué des pluviomètres dans tout le pays. Les bureaux de vulgarisation agricole locaux recueillent les données et les complètent par des informations satellitaires pour émettre des prévisions nationales. Les pertes de récoltes dues aux insectes ravageurs ont diminué et les agriculteurs ont réalisé des économies appréciables en réduisant leurs achats de pesticides importés. Ce projet triennal visait initialement à venir en aide à 41 000 personnes, mais sa renommée s'est vite répandue et plus de 100 000 agriculteurs pratiquent aujourd'hui les nouvelles méthodes.

Le PNUD a également aidé le Gouvernement éthiopien à élaborer un Plan national de croissance et de transformation ayant notamment pour objectif de doubler la production agricole et de renforcer les liens avec les marchés. Une Agence de transformation agricole a été établie pour guider l'application du plan et le PNUD a mobilisé des bailleurs de fonds internationaux qui contribuent à un programme d'investissement de 300 millions de dollars.

La création de la Bourse éthiopienne des produits de base, la première en son genre en Afrique subsaharienne, représente un progrès notable. Elle met en rapport des acheteurs, vendeurs, distributeurs et

exportateurs qui effectuent des opérations sur les produits agricoles recueillis par 16 entrepôts répartis dans tout le pays. La Bourse s'occupe du contrôle-qualité et veille à ce que les livraisons et les paiements aient lieu en temps voulu, ce qui revêt une importance particulière pour les petits producteurs. Acheteurs et vendeurs ont accès à des informations sur les prix en temps réel, au moyen de tableaux électroniques mis en place dans les centres d'échanges commerciaux.

En 2012, le volume des transactions boursières a augmenté de 23 % par rapport à l'année précédente et les revenus de 31 %.

En facilitant l'accès aux marchés mondiaux, la Bourse a favorisé le recours à de nouveaux modes de gestion de la qualité et du commerce des produits de base, en particulier du café. L'Éthiopie est le berceau du café et l'industrie caféière emploie plus de 20 % de la population active.

Lorsque le Japon a détecté des traces de produits chimiques dans ses achats de café, le PNUD a appuyé l'adoption de mesures rapides par le ministère de l'Agriculture, comme la mise en place d'un laboratoire d'analyse des fèves de café. La Bourse dispose à présent de systèmes de contrôle régulier de la qualité. Au nombre des autres améliorations, figure l'adoption de systèmes de codage pour retracer l'origine des fèves, mesure importante pour soigner l'image de marque de cette denrée dans les marchés haut de gamme.

L'agriculture représente plus de **80 %** des emplois

Plus de **100 000** cultivateurs utilisent de nouvelles méthodes agricoles

Le volume des transactions boursières a augmenté de **23 %** par rapport à 2012



La Bourse éthiopienne des produits de base, la première en son genre en Afrique subsaharienne, a bénéficié de l'aide du PNUD pour établir des systèmes de contrôle-qualité. Le secteur caféier, d'une importance stratégique, emploie 20 % de la population active. Les fèves de café sont codées selon leur origine, ce qui renforce les marques de variétés de qualité supérieure sur les marchés internationaux.



La campagne « Ma voix pour elle », appuyée par le PNUD, a permis à 1,3 million de Libyennes de s'inscrire sur les listes électorales pour le scrutin de 2012. Ici, une électricienne fière d'exercer son devoir de citoyenne.

Construire des sociétés inclusives

Dans les sociétés inclusives, tous les citoyens peuvent tirer parti des opportunités qui se présentent et réaliser leur plein potentiel. Ils participent pleinement au processus de **gouvernance démocratique** et peuvent compter sur des institutions publiques qui fonctionnent et sur une justice impartiale. La stabilité sociale s'établit fermement et le développement perdure.

Diverses institutions locales et nationales ont un rôle central à jouer pour favoriser l'inclusion sociale. Le PNUD les aide à acquérir des capacités et connaissances essentielles, notamment au cours des périodes de transition durant lesquelles les instances gouvernementales se modernisent pour répondre aux aspirations croissantes de la population. Il en résulte de meilleurs services publics, des législations progressistes, des élections pacifiques et de nouvelles options pour les femmes, les pauvres, les personnes handicapées et les membres des autres groupes marginalisés. Ces facteurs sont tous indispensables à la réalisation des OMD.



Le PNUD a aidé la **Libye** à investir dans l'avenir de sa jeune démocratie au cours de la période précédant les élections parlementaires de 2012, les premières depuis 60 ans. Une formation a été dispensée à une équipe de spécialistes en éducation civique qui ont ensuite travaillé avec les jeunes, le demi-million d'étudiants des universités d'État et les 18 000 membres de l'Organisation scout libyenne, auxquels ils ont transmis des messages sur le scrutin et la participation du public. La campagne « Ma voix pour elle », menée avec des groupes de la société civile, a contribué à faire inscrire 1,3 million de femmes sur les listes électorales.

Pour les élections de 2013 au **Kenya**, le PNUD a administré un fonds électoral de 36 millions de dollars et a appuyé les efforts visant à la prévention de la violence. Entre autres activités, une aide a été accordée à la formation de 240 000 travailleurs électoraux, à l'établissement d'un système d'alerte précoce pour signaler les incidents violents et les propos incitant à la haine, et au déploiement de près de 3 000 bénévoles pour sensibiliser les électeurs et diffuser des messages de paix. L'appui électoral au **Timor-Leste** a contribué à l'attribution de 38 % des sièges parlementaires à des femmes, soit le taux le plus élevé d'Asie.

Une part importante des programmes de gouvernance démocratique du PNUD est consacrée aux réformes juridiques. Au **Sri Lanka**, des cliniques administratives mobiles appuyées par le PNUD ont aidé plus de 175 000 personnes à demander des documents juridiques au cours des huit dernières années, dont 31 000 en 2012. Plus de 2 millions de documents ont été numérisés, ce qui a permis de conforter les droits matrimoniaux, fonciers et civiques. Grâce à la rationalisation et à l'efficacité croissantes des cliniques, de nombreux services peuvent être obtenus séance tenante, ce qui encourage le public à y recourir et réduit la corruption.

En **El Salvador**, le PNUD a aidé le gouvernement central, ainsi que 27 municipalités à taux de criminalité élevé, à formuler des plans citoyens de sécurité et de prévention de la violence ciblant les jeunes à risque, notamment les membres des gangs. Ces plans qui mettent l'accent sur de nouvelles options d'emploi et d'éducation ont contribué à une diminution de près de 42 % de la violence armée.

TERRITOIRE PALESTINIEN OCCUPÉ : PROGRÈS POUR LES DROITS DES FEMMES

Les Palestiniennes sont dorénavant bien plus à même de protéger leur personne et leurs droits, grâce à la première stratégie nationale de lutte contre la violence à leur égard. Grâce à un programme conjoint financé par le Fonds-OMD, ONU-Femmes et le PNUD ont réuni des responsables gouvernementaux, des politiciens et des militants de la cause des femmes qui ont œuvré à l'élaboration et à l'adoption de cette stratégie.

Le PNUD a ensuite encouragé six ministères à la mettre en œuvre. Le ministère de la Justice, par exemple, est en train de passer en revue toutes les lois et pratiques juridiques pour améliorer les réponses à la violence, et un décret présidentiel récent a, pour la première fois, rendu illégaux les homicides dits d'honneur.

Une initiative complémentaire du PNUD a mis en place à Gaza un réseau de 18 centres d'aide juridique qui ont jusqu'ici dispensé des services gratuits à 10 000 personnes, en majorité des femmes. Beaucoup s'y présentent en raison de violences familiales.

Prenez l'exemple d'Asma : un centre l'a aidée à divorcer et à obtenir la garde de ses enfants après des années de maltraitance. « Sans cette aide, dit-elle, je n'aurais jamais eu gain de cause. »

Le programme commun des Nations Unies est aussi intervenu dans d'autres domaines essentiels pour l'autonomisation des femmes. Le PNUD a joué un rôle de pointe dans ses domaines d'expertise. Les institutions gouvernementales recueillent à présent des données de meilleure qualité sur les femmes et l'égalité des sexes en vue de la mise en œuvre de programmes mieux ciblés. En 2012, nous avons aidé le ministère de la Gouvernance locale à faire respecter le quota convenu, qui réserve 20 % des sièges aux femmes, niveau encore trop faible mais en progrès par rapport aux 16 % antérieurs.



Asma a eu recours à l'assistance juridique gratuite dans sa procédure de divorce.

Faire équipe pour améliorer les services publics

Depuis 20 ans, les services d'alimentation en eau, d'assainissement et de ramassage des ordures étaient un luxe rare pour la plupart des habitants de Telenesti, en **République de Moldova**. Cette bourgade de 9 000 âmes était l'une des plus pauvres du pays et son infrastructure se délabrait faute de réparations.

Cela obligeait les habitants tels que Mihai Druta, 76 ans, à s'approvisionner péniblement en eau à plus d'un kilomètre de chez eux et à respirer les émanations nauséabondes provenant des ordures qui sentaient dans les rues.

La situation est tout autre aujourd'hui. Miha évoque avec joie et fierté une initiative communautaire qui alimente la ville en eau courante, et qui a mis en place un réseau d'égouts et assure un ramassage régulier des ordures. « Ces changements nous facilitent l'existence, dit-il. Le prix est raisonnable et les services sont bons. »

La transformation a eu lieu lorsque le PNUD a encouragé les autorités municipales de Telenesti à faire équipe avec la population locale pour améliorer les services de base. L'un des problèmes persistants dont souffre la République de Moldova tient au fait que les administrations locales ne possèdent qu'une expérience limitée en matière de gestion du développement local, car sous l'ancien régime socialiste, elles ne faisaient qu'appliquer les instructions du lointain gouvernement central.

Expert en décentralisation dans divers pays, le PNUD sait que les problèmes

locaux exigent généralement des solutions locales. Notre organisation a donc proposé un modèle où les membres de la communauté et les dirigeants locaux se réunissent périodiquement pour définir leurs principales préoccupations en matière de développement, comme les carences des services de base, par exemple. Ces derniers ont ensuite élaboré une stratégie locale de développement définissant les mesures à mettre en œuvre pour remédier aux problèmes. Ainsi, ils sont parvenus à mobiliser des ressources auprès de bailleurs de fonds nationaux et internationaux afin de financer les changements.

Telenesti a entrepris la réfection de son réseau d'adduction d'eau, l'amélioration de l'éclairage de la voie publique et l'aménagement de nouvelles routes et de nouveaux parcs. Elle est devenue la première ville du pays où tous les habitants sont raccordés au réseau d'assainissement. Sept villages voisins se sont associés à ces efforts pour créer un système inter-municipal de gestion des déchets solides.

Ce modèle participatif s'est avéré si efficace que 70 villes et communautés l'ont adopté, 350 000 Moldaves s'étant ainsi impliqués dans l'amélioration du développement local. « C'est la seule façon de renforcer l'autonomie locale », note Victoria Cujba, fonctionnaire de l'administration centrale chargée de la décentralisation.

En 2012, le parlement a adopté la Stratégie nationale de décentralisation, premier instrument de politique publique fondé sur de vastes consultations populaires. Celui-ci

renforce le rôle des administrations locales dans la gestion des services publics et promeut la participation, notamment, des femmes et des groupes marginalisés tels que les personnes âgées et les handicapés. Aux fins d'assurer l'application de la législation, le PNUD a contribué à la formation de plus de 10 000 fonctionnaires locaux, soit 80 % du total national, pour leur apprendre à collaborer avec les membres des communautés et à mieux gérer les ressources allouées aux services publics.

Le PNUD a encouragé la République de Moldova à capitaliser ses réussites d'autres manières. Beaucoup de communautés ont classé les pénuries d'énergie parmi leurs toutes premières préoccupations, notamment du fait de l'augmentation constante du prix des combustibles importés. Le gouvernement central a donc décidé de développer ses programmes d'énergie renouvelable pour assurer une plus grande indépendance énergétique.

Plus de 100 villages de 21 districts ont adopté des systèmes de chauffage alimentés à la biomasse pour les bâtiments publics. Ces systèmes, qui utilisent des résidus agricoles largement disponibles tels que la paille, ont commencé à fonctionner dans des établissements scolaires, des centres de santé et d'autres installations, démontrant la faisabilité de cette nouvelle option de chauffage à moindre coût. Avantage supplémentaire, ils créent également des emplois dans les entreprises qui fournissent les combustibles. En 2012, au cours de la première année du projet, le nombre de producteurs de briquettes de biomasse a plus que décuplé.

350 000 Moldaves impliqués dans l'amélioration du développement

100 villages ont introduit le système de chauffage à la biomasse

10 000 fonctionnaires locaux formés à mieux gérer les services publics



En République de Moldova, les administrations locales font équipe avec les habitants pour fournir de meilleurs services qui améliorent les conditions de vie des collectivités. Les pouvoirs publics et leurs administrés se réunissent pour définir les priorités municipales et pour y répondre, modèle qui se répand dans tout le pays.



Grâce à l'appui soutenu accordé par le PNUD à l'Agence nationale antimines de l'Azerbaïdjan, celle-ci peut aujourd'hui se passer de l'aide internationale et dispense des conseils à ses homologues de l'Afghanistan, de la Géorgie et de la Turquie.

Prévention des crises et relèvement

Les catastrophes et les conflits portent atteinte à tous les aspects du développement ; ils contraignent les gens à interrompre leurs études, leur font perdre leur emploi et compromettent leur santé et leur bien-être. Comme ces perturbations peuvent survenir n'importe où, la grande majorité des bureaux du PNUD mènent à présent des activités dans le domaine de la prévention des [crises et du relèvement](#).

Une bonne préparation est essentielle pour faire face aux menaces. Nous aidons les pays à définir et gérer les risques et à accroître leur résilience, de manière à ce que la population puisse surmonter les revers. En cas de crises, le PNUD aide les pays et les communautés à se relever et à reconstruire. Nous sommes en mesure de réorienter le développement pour qu'il soit plus durable, par exemple en améliorant les institutions et services publics, en modernisant les systèmes juridiques, en favorisant une gouvernance plus inclusive et en créant de nouveaux moyens d'existence. Une étroite coordination permet de rationaliser les opérations et de réduire les fardeaux administratifs dans les États fragiles.



Au **Pakistan**, où 1,7 million de réfugiés afghans attendent de regagner leur pays, le PNUD a aidé plus de 8 300 Afghans et Pakistanais à s'associer au sein de près de 650 organisations communautaires. Ces organisations renforcent la cohésion sociale en amenant les deux groupes à formuler conjointement des solutions à leurs problèmes de développement communs. En 2012, elles ont mené à bien 212 projets locaux, tels que des travaux d'amélioration de l'approvisionnement en eau.

Le PNUD administre le Fonds pour le relèvement du **Soudan du Sud**, qui est doté de 115 millions de dollars et est l'une des composantes de la plus grande entreprise d'édification d'un État qu'ait connue la génération actuelle. Il parraine de grands projets d'infrastructure dans des zones en proie à l'insécurité, contribuant ainsi à la distribution de services gouvernementaux et à l'atténuation des conflits. De nouveaux postes de police, des réservoirs d'eau, des stations de radio et des routes ont ainsi été construits dans quatre États, pour le bénéfice de 1,6 million de personnes.

Le **Burundi** a eu recours à l'appui du PNUD, en partenariat avec le programme des Volontaires des Nations Unies (VNU), pour mettre en place un mécanisme d'emploi novateur pour les anciens combattants et rapatriés. Dans huit provinces, ce programme combine emplois temporaires, capitaux d'amorçage et services d'appui aux entreprises afin de remettre en état l'infrastructure communautaire et de relancer l'économie locale. Plus de 17 000 personnes y ont participé et le gouvernement est convenu d'étendre le programme à l'ensemble du pays.

Lorsqu'en 2012 le **Kirghizistan** est devenu le premier pays d'Asie centrale à adopter la démocratie parlementaire, le PNUD a apporté son concours à la rédaction d'une nouvelle Constitution conçue en vue d'un transfert pacifique du pouvoir. Durant les élections, des systèmes locaux d'alerte et d'intervention rapides ont permis de gérer les risques de tension ethnique. Le PNUD aide actuellement le nouveau parlement à améliorer ses systèmes de budgétisation et d'audit, qui sont d'une importance clé pour responsabiliser le gouvernement.

En **Iraq**, le PNUD aide les tribunaux et la police à renforcer l'appareil judiciaire de manière à élargir l'accès à la justice. Trois villes du Kurdistan ont mis en place des centres d'assistance juridique ; des cliniques itinérantes offrent des services dans les prisons, les foyers pour femmes et les camps de personnes déplacées. Depuis 2011, des consultations individuelles ont permis à quelque 3 700 personnes de résoudre des questions juridiques ; plus de 500 autres ont bénéficié de services d'avocats.

PHILIPPINES : ATTÉNUATION DES EFFETS DES CATASTROPHES NATURELLES

Les Philippines, un archipel de plus de 7 000 îles, figurent parmi les pays les plus exposés aux catastrophes naturelles, cette vulnérabilité étant encore accrue par les changements climatiques. Le typhon de 2012 a fait plus de 1 000 morts, déplacé plus de 700 000 familles et causé quelque 900 millions de dollars de dégâts.

Les Philippines comprennent qu'elles doivent être mieux préparées. Depuis quelques années, le PNUD leur propose son expertise et le gouvernement du pays a adopté de nouvelles lois relatives aux changements climatiques et à l'atténuation des risques liés aux catastrophes naturelles. En 2012, le Fonds de survie populaire a été établi pour financer l'adaptation climatique.

Un décret présidentiel impose aujourd'hui à toutes les administrations provinciales d'inclure la réduction des risques de catastrophe dans leur planification. Le PNUD a permis d'identifier des mesures peu coûteuses, telles que la mise en place de systèmes d'alerte précoce et de sites d'évacuation, et a dispensé une formation complète aux responsables des 81 provinces du pays.

Ces efforts se sont avérés payants lors de la tempête de 2012, en particulier pour les villes qui s'étaient employées le plus activement à instaurer des changements. Surigao a évacué les habitants les plus menacés en temps voulu et en bon ordre. Les villes d'Iligan et de Cagayan de Oro, où un typhon avait fait près de 1 200 victimes en 2011, n'ont perdu qu'un habitant à elles deux.

Dans la province d'Albay, où plus de 1 300 fonctionnaires locaux ont appris à élaborer des plans de développement à l'épreuve du climat, un intérêt croissant se manifeste pour investir dans l'économie locale les sommes « épargnées » du fait de la réduction de l'exposition aux catastrophes. La province a établi une Académie des changements climatiques pour que la formation des fonctionnaires se poursuive, et la question reste inscrite en bonne place à l'ordre du jour.



Les exercices d'alerte aux tsunamis figurent parmi les nombreuses mesures visant à réduire les risques liés aux catastrophes naturelles.

La vie reprend pour les populations déplacées

Il fut un temps où Salomon Manuel Petro et sa famille vivaient heureux dans le nord-ouest de la **Colombie**. Il gagnait sa vie en tant qu'agriculteur et était connu pour ses talents de chanteur d'airs populaires.

Et puis tout a basculé. Les groupes paramilitaires qui terrorisent certaines régions du pays, opposant souvent les intérêts des puissants à ceux des pauvres, sont arrivés. Ils ont battu Don Manuel du plat de leur machette et ont menacé de le tuer s'il ne quittait pas immédiatement la ville.

Sa famille et lui ont donc pris la fuite et sont partis pour Medellín, deuxième ville de Colombie. Et ils s'estiment heureux !
« J'ai été battu, dit Don Manuel, mais il y en a d'autres qui se sont fait tuer. Et ma famille a été épargnée. »

À Medellín, des milliers de personnes déplacées par un conflit intérieur qui n'en finit plus essaient de survivre en vendant des babioles ou en mendiant dans les rues. Jadis fières de pouvoir vivre de manière autonome, elles n'ont plus guère de choix, et encore moins celui de rentrer chez elles.

Mais certaines reprennent espoir et se refont une nouvelle vie grâce à un partenariat établi entre le PNUD, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le Gouvernement de Colombie. Actif dans huit régions du pays, ce partenariat a aidé quelque 40 000 personnes à se réinstaller dans de nouvelles localités.

Le programme repose sur un principe tout simple : donner aux gens les outils et les services dont ils ont besoin pour un nouveau départ dans la vie, à savoir un logement, un petit lopin de terre à cultiver, des services sociaux de base et des programmes de développement économique. De nouveaux centres communautaires et de nouvelles écoles aident les populations établies et les nouveaux venus à mieux se connaître. Des soins de santé primaires sont disponibles pour la première fois dans des zones de peuplement de personnes déplacées considérées à une époque comme illicites.

Aujourd'hui, Don Manuel vit sur une nouvelle parcelle de terre à La Argentina, dans le sud-ouest du pays. Il a les larmes aux yeux quand il évoque son ancienne existence. Mais lui et sa famille sont en sécurité et commencent à prospérer.
« Je me sens un peu plus en paix, explique-t-il. Le plus important, c'est d'être disposé à agir, à retrouver ce que nous avons perdu. C'est ainsi que nous avons surmonté tant de difficultés. »

Étant donné que la Colombie risque d'avoir à faire face au problème des déplacements de population pendant des décennies encore, l'appui du PNUD ne s'est pas limité à l'aide aux personnes directement affectées. Nous aidons aussi les instances gouvernementales à élaborer un cadre pour le retour à la paix et à la stabilité.

Le passage de la Loi sur les droits des

victimes et la restitution des terres, adoptée en 2011 après des consultations publiques et politiques sous l'égide du PNUD et d'autres organismes des Nations Unies, représente un jalon important. Le processus a permis à 4 000 survivants et survivantes de la violence de s'exprimer leurs inquiétudes et d'émettre des recommandations, dont beaucoup ont été reprises dans la législation.

Les pouvoirs publics se sont à présent engagés à rendre quelque 20 000 km² de terres accaparées illégalement à leurs propriétaires légitimes, pour la plupart des ruraux pauvres. Une administration judiciaire temporaire a compétence pour régler les différends et une nouvelle entité gouvernementale, établie avec l'appui expert du PNUD, aide les survivants. En 2012, 157 000 personnes ont bénéficié de mesures de réparation.

Dans trois territoires aujourd'hui classés réserves rurales, où les agriculteurs se verront garantir des possibilités de retrouver des moyens d'existence, le PNUD a aidé à mettre en place des Comités municipaux de développement rural. Pour la première fois, les survivants disposent d'un mécanisme leur permettant de négocier directement l'allocation et l'emploi des terres avec les pouvoirs publics.

4 000

survivants de la violence ont pris part à l'adoption de la Loi sur les droits des victimes et la restitution des terres

157 000

personnes ont bénéficié de mesures de réparation

20 000

km² de terres accaparées illégalement restituées à leurs propriétaires légitimes, pour la plupart des personnes



Depuis son agression par un groupe paramilitaire, Don Manuel fait partie des milliers de personnes déplacées par le conflit en Colombie. Avec l'aide du PNUD, il a pris un nouveau départ dans la vie avec sa famille, exploite un lopin de terre et a accès aux services sociaux et à des programmes d'insertion économique.



Dans l'État du Nil, au Soudan, le PNUD aide les villageois à gérer les impacts des changements climatiques, notamment en adoptant de nouvelles pratiques culturales qui accroissent le rendement des cultures et renforcent la sécurité alimentaire.

Gestion durable des ressources

Les écosystèmes et les ressources naturelles sont indispensables à la vie. Ils sont d'une importance essentielle pour la réduction de la pauvreté et le développement humain, comme on l'a réaffirmé lors de la Conférence Rio+20 de 2012. Répondant aux besoins humains fondamentaux que sont l'alimentation, l'eau, l'énergie et l'emploi, ils doivent être partagés équitablement et gérés dans une perspective à long terme.

Depuis des décennies, le PNUD s'emploie à répondre globalement aux besoins sociaux, économiques et environnementaux, trois piliers du développement durable, et il fait figure de leader en la matière. Nous nous sommes fixé pour priorité de faire en sorte que les pauvres aient un accès équitable aux ressources dont ils ont besoin pour leur survie et leur développement, dans l'immédiat et à l'avenir. Nous aidons à fournir des services dans les domaines de l'énergie et de l'eau, à accroître le rendement énergétique et à gérer de manière durable les terres, les forêts, la biodiversité et les autres ressources.



En **Croatie**, sur financement du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le PNUD a aidé à effectuer un suivi énergétique systématique, avec pour résultat des gains d'efficacité dans quelque 11 000 bâtiments publics de 95 villes sur 127. Nos partenariats avec les administrations locales et les banques de la côte dalmate ont mobilisé 28 millions de dollars en nouveaux investissements écologiques, la plupart pour l'agriculture biologique. Le nombre de producteurs bio est ainsi passé de 60 à 178.

L'**Érythrée** a lancé son premier programme pilote d'énergie éolienne grâce à l'appui du PNUD et au concours financier du FEM. Les éoliennes, situées près de la cité portuaire d'Assab, génèrent 20 % de l'électricité consommée par la ville et les coûts énergétiques annuels ont diminué de plus de 30 %. Ce succès a convaincu les autorités nationales de formuler une politique en matière d'énergie renouvelable.

En collaboration avec des partenaires de la région du Pacifique, le PNUD a introduit des technologies d'assainissement économe en eau dans les neuf îles de **Tuvalu**. Sur l'île de Funafuti, 6 % des ménages ont adopté des toilettes à compostage, économisant ainsi 30 % d'eau. Les **États fédérés de Micronésie**, **Vanuatu**, **Nauru** et la **République des Îles Marshall** ont commencé à se servir de ces dispositifs.

Par le biais du programme ONU-REDD, le PNUD aide les pays à formuler des stratégies nationales pour réduire le déboisement et la dégradation des forêts. Il a ainsi mobilisé plus de 67 millions de dollars pour 16 pays différents. Le mécanisme de financement « Carbone et objectifs du Millénaire » a examiné 200 projets de réduction des émissions de carbone dans 40 pays. En 2012, 12 de ces projets ont été enregistrés auprès du Mécanisme pour un développement propre et l'on prévoyait qu'ils mobiliseraient 180 millions de dollars à investir dans l'énergie verte.

Pour éliminer les substances menaçant l'ozone, atténuer les changements climatiques et mettre en œuvre le Protocole de Montréal, le PNUD a aidé 115 pays depuis 1991 à obtenir 650 millions de dollars du Fonds multilatéral et 34 millions de dollars du FEM. En 2012, nous avons aidé à obtenir des financements à hauteur de 39 millions de dollars. Avec notre appui, par exemple, la **Colombie** a reconverti tout son secteur de la réfrigération domestique et adopté des technologies respectueuses de l'ozone, ce qui a soutenu l'industrie locale et empêché des pertes d'emplois.

AMÉRIQUE LATINE : POUR LA SANTÉ ET L'ENVIRONNEMENT, UNE ÉNERGIE PLUS PROPRE

Dans les régions défavorisées du **Pérou**, les familles habitent des maisons en terre battue d'une seule pièce, sans électricité ni gaz pour faire la cuisine ou se chauffer. Elles se servent de fourneaux à bois traditionnels, sans ventilation, qui dégagent des nuages de fumée toxique, cause de lésions pulmonaires permanentes.

Le PNUD a œuvré en étroite coopération avec le Gouvernement du Pérou pour introduire des fourneaux améliorés, qui consomment deux fois moins de bois pour produire la même chaleur et sont dotés d'une cheminée d'évacuation de la fumée. Au début 2013, plus de 88 000 de ces fourneaux avaient été installés dans six provinces, notamment dans les communautés isolées situées en altitude dans la Cordillère des Andes. Quelque 530 000 personnes en ont bénéficié.

Angélica Flores Farfán en fait partie. « Je souffrais de bronchite chronique et mes murs étaient noircis par la fumée. Aujourd'hui, tout a changé », dit-elle.

Autre changement positif : les femmes passent moins de temps à ramasser du bois, ce qui leur permet d'exercer des activités génératrices de revenus et d'aider leurs enfants dans leurs études. Ainsi, le Pérou a vu ses émissions de dioxyde de carbone diminuer d'environ 105 000 tonnes par an. Le gouvernement prévoit de procéder à des échanges de cette réduction sur les marchés internationaux du carbone pour obtenir des fonds qui seront alloués au développement.

Au **Brésil**, un partenariat entre le PNUD et des ONG locales a distribué des fourneaux similaires à des communautés autochtones, et quelque 53 000 personnes pourront ainsi mener une vie plus saine.



Un foyer éco-énergétique a amélioré l'état de santé de Pilar Valladolid.

Et la lumière fut

Dans les campagnes du Népal, qui ne sont pas alimentées en électricité, les enfants ne peuvent pas faire leurs devoirs une fois la nuit tombée, les femmes passent des heures chaque jour à la corvée de bois et les gens quittent leur village pour la ville ou pour émigrer à l'étranger, faute de pouvoir se procurer des revenus suffisants pour faire vivre leur famille.

Le pays a du mal à s'approvisionner en énergie, notamment en raison de la présence des sommets de l'Himalaya. Seules environ 60 % des zones rurales népalaises ont accès à l'électricité et l'alimentation de ces zones peut être sporadique.

Toutefois, cet obstacle au développement commence à disparaître, en partie grâce à un programme novateur du PNUD, qui aide le pays à remédier à son déficit énergétique grâce à ses plus grandes ressources : son eau et sa population.

La fonte des immenses glaciers des montagnes népalaises alimente des cours d'eau qui peuvent produire suffisamment d'électricité pour tout le pays. Mais au lieu de proposer la construction d'une série de barrages de grandes dimensions, d'un coût difficilement abordable, le PNUD a cherché à tirer parti de ce potentiel au sein même de chaque communauté.

Il a formulé un modèle pour que les communautés apprennent à exécuter leurs propres projets de micro-hydroélectricité. L'eau qui alimente une centrale fait tourner une roue qui entraîne un générateur, et

l'électricité jaillit. Les habitants ont appris à creuser des canaux, à poser des lignes électriques et à installer des dispositifs d'éclairage.

Aujourd'hui, 1 140 microcentrales hydrauliques sont implantées dans les régions les plus isolées et les plus pauvres du Népal, apportant pour la première fois l'électricité à près d'un million de gens dans 55 districts.

Le gouvernement central a confié la mise en place de ces systèmes aux administrations locales et leur a fourni des fonds pour ce faire. Il a également octroyé des subventions aux ménages ruraux dans le cadre du Programme national de micro-hydro-électrification villageoise. Au nombre des organisations apportant leur appui à l'établissement de ces centrales figurent le PNUD, la Banque mondiale et les Gouvernements du Danemark et de la Norvège. Dans certaines régions, les centrales sont raccordées entre elles par des mini-réseaux, ce qui équilibre les charges électriques et stabilise l'alimentation.

Bien qu'il vise surtout à fournir de l'électricité, le modèle du PNUD a aussi un objectif plus général qui est d'accroître le bien-être humain. Dans les régions aujourd'hui électrifiées, les progrès en vue de la réalisation des OMD ont dépassé la moyenne nationale.

Nombreuses sont les personnes dont les conditions de vie ont changé grâce à l'électricité. Tul Bahadur Thapa, élève de troisième année, décrit les changements

apportés dans son école : « Mes professeurs de math et de sciences se servent d'un projecteur et nous avons des calculatrices et des ordinateurs », dit-il avec enthousiasme.

On a également assisté à l'éclosion de multiples entreprises locales, moulins à riz, ateliers de menuiserie et élevages de volailles. Pabitra Giri a lancé une entreprise de production de savon végétal commercialisé dans tout le Népal. « Cette entreprise, dit-elle, c'était mon rêve. Ma famille en a grandement bénéficié. »

Cette solution simple à ce qui fut jadis un problème complexe s'est avérée si efficace que l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a financé un centre régional pour la micro-hydroélectricité au Népal, en vue de partages d'expériences avec d'autres pays en développement.

Déjà, les systèmes micro-hydroélectriques se sont répandus jusque dans la province de Bamyane, en Afghanistan, où jusqu'à une date récente, les seules sources d'énergie étaient le kérosène, le bois et la bouse de vache. L'Afghanistan a l'un des taux de consommation énergétique les plus bas au monde.

Maintenant, Bamyane possède 18 centrales micro-hydroélectriques. Une idée qui a fait ses preuves dans un pays en est ainsi venue à illuminer la vie des habitants dans un autre.

1 140

microcentrales hydrauliques ont été implantées dans les régions les plus isolées et les plus pauvres du Népal.

960 000

personnes ont accès à l'électricité pour la première fois.

18

centrales micro-hydroélectriques construites dans la province afghane de Bamyan.

L'accès à l'énergie ouvre de nouvelles possibilités aux gens. Après la mise en place de microcentrales hydrauliques dans des villages népalais, dans le cadre d'un projet appuyé par le PNUD, près de 20 000 adultes ont suivi plus de 250 cours d'alphabétisation. D'autres villageois ont fondé de nouvelles entreprises. Les zones électrifiées ont progressé plus rapidement que les autres sur la voie de la réalisation des OMD.



LE PNUD EN Chiffres

SOURCE : Groupe d'appui opérationnel/PNUD

17,3
millions

100

pays mieux équipés pour
gérer les **ÉCOSYSTÈMES
TRANSFRONTALIERS** marins et
fluviaux

71

pour cent

de nouveaux **VOTANTS**
entre 2010-2012

des résultats des programmes
de pays ont tenu compte de
L'ÉGALITÉ DES SEXES, soit
une hausse de 30 pour cent
par rapport à 2008

91

pour cent

des résultats des programmes
de pays ont permis de
consolider les **CAPACITÉS
NATIONALES À LONG TERME**

128

bureaux de pays ont soutenu la
COOPÉRATION SUD-SUD
en 2012

15,3
millions

de personnes bénéficient d'une plus
grande **SÉCURITÉ ALIMENTAIRE**
en 2012

70

pays ont amélioré leur **RÉSILIENCE** aux
risques de catastrophes en 2008-2012

LES EFFETS MULTIPLICATEURS DES partenariats

« Le PNUD est un authentique leader et praticien du développement. Le Japon soutient résolument les efforts déployés au service des peuples et des nations. Avec le PNUD, le Japon s'attache à instaurer la sécurité humaine, à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement et à établir un programme de développement efficace pour l'après-2015. »

— Fumio Kishida | *Ministre des Affaires étrangères du Japon*



Les partenariats se situent au cœur même des modalités de fonctionnement du PNUD dans un monde de plus en plus interdépendant.

NOUS COOPÉRONS avec des gouvernements, des entreprises, des groupes de la société civile, des organisations multilatérales et d'autres partenaires. En mobilisant les gens, en mettant en commun leurs connaissances, leurs engagements, leurs relations et leurs ressources, nous œuvrons davantage en faveur du développement.

Nos **partenaires** savent que nous sommes présents dans le monde entier et connaissent la confiance dont nous jouissons et l'expertise que nous avons acquise. Nos partenariats mettent l'accent sur la valeur ajoutée au moyen de solutions durables et d'une gestion prudente des ressources.

NOUVELLES RESSOURCES POUR LE DÉVELOPPEMENT

Le PNUD entretient des relations de longue date avec les autorités gouvernementales des 177 pays et territoires auxquels il fournit son assistance. Il est particulièrement bien placé pour aider les pays qui sont désormais en mesure d'offrir leurs propres ressources et leurs propres connaissances à d'autres nations en développement.

Le PNUD et la Chine ont conclu un accord pour promouvoir la coopération Sud-Sud, premier arrangement de ce genre entre ce pays et un partenaire multilatéral ou bilatéral. Il l'a aidé à établir des contacts, à développer ses connaissances des systèmes d'aide extérieure et à accroître sa participation à des forums régionaux et mondiaux.

En 2012, le PNUD a mis en rapport des experts chinois et des responsables officiels cambodgiens afin de réduire la sujétion du **Cambodge** aux exportations de manioc non transformé et de faible valeur. La Chine a proposé des stratégies d'accroissement de la valeur des produits transformés et pour la première fois, a alloué des fonds par l'intermédiaire du PNUD en vue de leur mise en œuvre. Parmi d'autres efforts analogues figurait un programme (appuyé par le Danemark) qui prévoit le transfert par la Chine de technologies d'énergie renouvelable bon marché au **Ghana** et à la **Zambie**. Avec l'appui du Royaume-Uni, le PNUD a aidé le **Bangladesh**, la Chine et le **Népal** à coopérer pour améliorer la gestion des catastrophes.



La Banque africaine de développement et le Japon aident les agriculteurs libériens à cultiver le NERICA (nouveau riz pour l'Afrique). Produite dans 31 pays, cette variété de riz à haut rendement accroît la sécurité alimentaire

DÉFIS MAJEURS, ACTION MONDIALE

Les partenariats mondiaux s'attaquent à des problèmes majeurs en mettant en commun les connaissances et les ressources de chacun. Le **Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme** associe des gouvernements, des organismes internationaux, des groupes de la société civile, des entreprises et des localités. Dans plus de 40 pays, le PNUD a aidé à mettre en œuvre des programmes de grande envergure. Il a administré une partie du portefeuille du Fonds à hauteur de quelque 2,7 milliards de dollars depuis 2003, et des millions de gens en ont bénéficié. Au Tadjikistan, par exemple, un appui stratégique à un réseau d'organismes publics et d'organisations de la société civile parfaitement intégrées dans leurs communautés a permis d'aboutir à un usage quasi universel de matériel stérile par les consommateurs de drogues injectables, alors qu'ils n'étaient que 69 % à en employer en 2010.

En 2013, la **Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique** (TICAD) célébrait son 20^e anniversaire. Ce partenariat visant à favoriser la coopération entre l'Asie et l'Afrique associe le Gouvernement du Japon, le Bureau du Conseiller spécial des Nations Unies pour l'Afrique, le PNUD, la Banque mondiale, et la Commission de l'Union africaine. Des instances gouvernementales, des entreprises commerciales et des groupes de la société civile se réunissent régulièrement pour élaborer des programmes communs, favoriser le développement des affaires et échanger de nouvelles technologies.

Dans le cadre des engagements de la TICAD, des fonds japonais ont aidé des pays africains à étendre leur réseau routier et à améliorer les postes frontières pour

faciliter le commerce régional. La Banque mondiale accroît elle aussi, entre autres mesures, son financement des couloirs de transport. Le PNUD, quant à lui, coordonne les efforts déployés par les Nations Unies pour accélérer la réalisation des OMD dans les pays qui marquent un certain retard.

Lors du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, réuni à Busan en 2011, plusieurs gouvernements ont pris des engagements de portée historique. En 2012, le PNUD a commencé à collaborer avec l'**Organisation de coopération et de développement économiques** (OCDE) pour surveiller ces engagements et pour aider des ministres de 160 pays à en évaluer les progrès.

Le PNUD est l'un des agents d'exécution fondateurs du **Fonds pour l'environnement mondial** (FEM), premier organisme public mondial de financement de mesures visant à améliorer l'environnement. Depuis 1991, le FEM a octroyé des subventions d'un montant total de 11,5 milliards de dollars à plus de 165 pays. Dans la région Europe et CEI, par exemple, le PNUD a aidé des pays à présenter des demandes de financement au FEM pour améliorer la gestion de 395 aires protégées d'une superficie totale dépassant 87 millions d'hectares. Les scores d'efficacité de la gestion ont augmenté en moyenne de 23 %.

Notre organisation a aidé plus de 70 pays en développement à participer à l'initiative



En Haïti, le PNUD et la compagnie de téléphonie cellulaire Digicel ont uni leurs efforts pour offrir un système de paiements mobiles pour les réparations des maisons endommagées par le séisme.



La Black Sea Box, conçue grâce à un partenariat du PNUD avec la Fondation Coca-Cola, fait appel à des jeux éducatifs pour enseigner aux jeunes les éléments fondamentaux de la gestion des ressources en eau partagées.

« **Énergie durable pour tous** » du Secrétaire général des Nations Unies. Lors de la Conférence Rio+20, des entreprises, des gouvernements et des organisations internationales ont annoncé des contributions de plus de 300 milliards de dollars pour apporter des services énergétiques durables, tout particulièrement aux populations vivant dans la pauvreté.

Par le biais de l'**Alliance mondiale des villes contre la pauvreté**, le PNUD offre une plateforme à plus de 900 villes pour les aider à résoudre des problèmes communs en matière de développement. Les membres de l'Alliance se consultent lors de conférences ou en ligne, sur un site Web, et à travers les médias sociaux. Au début 2013, l'Alliance a tenu son 8e forum mondial à Dublin. Les représentants de 500 municipalités, auxquels se sont jointes en ligne plus de 2,8 millions de personnes intéressées, ont procédé à des échanges d'idées pour accroître la sécurité dans les villes, améliorer la gestion

de l'environnement et appliquer des technologies pour réduire la pauvreté.

LES ENTREPRISES EN FAVEUR DE L'INCLUSION

Le PNUD sait que le monde des affaires et celui du développement peuvent s'entraider. Notre initiative mondiale « **Business Call to Action** » [Appel des entreprises à l'action] a obtenu la participation de 55 entreprises qui appliquent des modèles de gestion à la fois commercialement efficaces et bénéfiques pour les pauvres. Elles ont pris des mesures qui, au total, ont procuré des emplois à près de 240 000 personnes, de nouveaux services énergétiques à 80 millions, de meilleurs soins de santé à 75 millions et des services financiers améliorés à 40 millions. En 2012, par exemple, le géant industriel japonais Unicharm a convenu de décentraliser sa production, de la rationaliser et de simplifier le conditionnement pour fournir des

produits d'hygiène à des prix abordables à 36 millions de femmes à faible revenu en Asie et dans les États arabes. La compagnie emploiera 8 000 femmes dans ses usines et prévoit que sa production annuelle passera de 10 à 12 milliards de couches et de serviettes hygiéniques. Deux autres compagnies japonaises, ITOCHU Corporation et Kurkku, ont décidé d'étendre la culture du coton biologique en Inde, où 30 000 agriculteurs peuvent s'attendre à voir leurs revenus augmenter et leur environnement s'améliorer. Les deux compagnies prévoient que d'ici 2015, elles vendront du coton bio à 250 entreprises vestimentaires japonaises, au lieu de 60 actuellement.

L'initiative du PNUD dite « **Growing Inclusive Markets** » [Encourager les marchés inclusifs], dans le cadre de laquelle coopèrent des donateurs bilatéraux, des associations commerciales et des institutions d'enseignement et de recherche, encourage les entreprises à tenir compte de la valeur que peuvent apporter



Les New Yorkais ont participé au Sommet pour le bien social consacré à l'emploi de technologies nouvelles pour instaurer un monde meilleur.



En Ouganda et ailleurs, le public s'est rué vers les centres spécialisés disposant d'un équipement technique leur permettant de participer en temps réel au Sommet pour le bien social.

les pauvres en tant que consommateurs, producteurs, propriétaires d'une affaire ou employés. Après le séisme survenu en **Haïti**, par exemple, un partenariat avec la compagnie de téléphonie cellulaire Digicel a lancé, en première mondiale, un projet de réparation de logements avec paiement via téléphonie mobile. Le projet informait les ménages pauvres par texto qu'ils avaient obtenu des subventions pour s'acheter des matériaux de construction, qu'ils allaient alors chercher dans des magasins locaux contre versement électronique. Quelque 1 200 ménages et 15 petites entreprises ont bénéficié du projet, avec des ventes dépassant 1,3 million de dollars en 2012.

DES FONDATIONS PARTAGENT LEUR EXPERTISE

Les fondations philanthropiques interviennent de plus en plus dans le développement international. Notre partenariat « **Every Drop Matters** »

[Chaque goutte compte] avec la Fondation Coca-Cola allie nos connaissances respectives en matière de développement, de sensibilisation et de gestion de l'eau. Cette initiative a permis à 350 000 personnes de recevoir un accès à l'eau et à l'assainissement entre 2007 et 2012, et elle a actuellement 62 projets en Europe de l'Est et dans la CEI, dans les États arabes et en Asie. Par exemple, dans le sud du Liban, la capacité de stockage d'un réservoir communautaire a doublé, ce qui accroît la fiabilité de l'approvisionnement en eau et, avec l'amélioration de l'irrigation, augmente la productivité agricole.

Des campagnes nationales et régionales ont sensibilisé le grand public à la conservation de l'eau par des moyens créatifs. La **Black Sea Box**, kit de jeux éducatifs, a permis à un demi-million d'étudiants en **Turquie**, en **Russie** et en **Ukraine** d'acquérir des connaissances sur la dépollution d'une ressource en eau essentielle commune à ces trois pays. En

2013-2014, ce kit sera mis à la disposition de 1,5 million d'autres étudiants en **Bulgarie**, en **Roumanie** et en **Géorgie**.

Le site d'actualités en ligne Mashable, la Fondation des Nations Unies, la Fondation Bill et Melinda Gates, le PNUD et la 92nd Street Y de New York ont été les hôtes en 2012 du **Sommet pour le bien social** qui portait sur l'emploi de technologies nouvelles pour résoudre les défis mondiaux. Des dizaines de milliers de participants de 50 pays se sont connectés et ont fait usage, pour la toute première fois, d'une technologie autorisant la diffusion audio simultanée en sept langues différentes. Il y fut question d'innovations très faciles à reproduire, telles que l'emploi d'ampoules LED peu coûteuses pour protéger le bétail des prédateurs sauvages, invention d'un jeune Kenyan de neuf ans qui s'est répandue dans le monde entier. Une plateforme Web hébergera les réseaux issus de cette manifestation et entretiendra un sentiment de connexion

HAUT-LIEUX D'ÉCHANGE DE CONNAISSANCES

Le PNUD s'associe à un réseau grandissant de centres mondiaux dont les recherches novatrices visent à repousser les frontières de la réflexion dans le domaine du développement. Ces centres prennent part à des débats mondiaux et fournissent des conseils en matière de politiques. Situés pour la plupart dans des pays en développement, à la demande de partenaires nationaux riches d'une expérience qu'ils souhaitent partager, les centres favorisent l'échange de connaissances entre les divers pays du Sud.

Brésil : Le Centre international de politiques pour une croissance inclusive partage des connaissances et promeut le dialogue par le biais d'un réseau de plus de 30 000 praticiens du développement dans 189 pays. Axé sur les innovations qui accélèrent la croissance inclusive, il a produit plus de 500 rapports, des éditoriaux, des blogs et divers produits de communication qui ont dépassé le million de téléchargements. Parmi les événements récents organisés par le centre figure un débat en ligne de 10 jours sur l'agriculture climatiquement rationnelle.

Inde : Le Centre international pour le développement humain favorise le dialogue politique sur ce sujet dans les pays du Sud. Il vise à mettre les personnes au cœur des programmes de développement. Il fournit une assistance technique aux stades de la planification, de la budgétisation et de l'élaboration des politiques et aide à passer de l'analyse du développement humain à l'action.

Kenya : Le Centre de développement des terres arides appuie la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. Des projets entrepris dans 16 pays africains et arabes sont sources de nouvelles politiques et pratiques qui accroissent la résilience et améliorent les moyens d'existence. En Ouganda, par exemple, 200 communautés pauvres ont élaboré des plans d'action environnementaux qui ont introduit des mesures telles que la récolte de l'eau de pluie et l'utilisation de fourneaux à bon rendement énergétique dans les ménages. Le centre a créé le réseau Afrique-Asie de gestion des risques liés aux sécheresses, qui rassemble plus de 2 000 membres.

Norvège : Incubateur d'idées connu pour ses travaux pionniers en matière de gouvernance, notamment dans le cadre du programme de l'après-2015, le Centre d'Oslo pour la gouvernance a entrepris des travaux sur les transitions politiques en 2012. Une importante conférence Sud-Sud organisée dans cette ville a permis de forger de nouveaux partenariats et de définir les questions de politiques mondiales devant faire l'objet d'un suivi en 2013, notamment par des échanges régionaux ainsi que par la recherche et le dialogue.

République de Corée : À Séoul, le Centre de politiques pour les partenariats au développement mondial du PNUD met l'accent sur les pays en développement qui sont parvenus au stade du revenu intermédiaire et mène des recherches sur la mise en place de programmes de protection sociale. Il promeut des débats sur l'aide et le développement ainsi que la mise en œuvre du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement issu du Forum de Busan.

Singapour : Établi en 2012, le Centre mondial pour l'excellence dans le secteur public se concentre sur la recherche et le partage des connaissances entre théoriciens et praticiens de la fonction publique. Il encourage l'adoption de politiques relatives à la fonction publique et de pratiques institutionnelles performantes, qui réduisent les inégalités et contribuent au bien-être humain et au développement durable.

Turquie : Le Centre international d'Istanbul pour le secteur privé et le développement, fruit d'un partenariat entre le PNUD et le Gouvernement de la Turquie, plaide en faveur de marchés et de modèles d'entreprise inclusifs tout en générant des connaissances qui encouragent les entreprises à s'impliquer davantage dans la réduction de la pauvreté, notamment par la création d'emplois. En 2013, ses travaux portent sur la passation de marchés et les approches en matière de formation professionnelle dans le secteur privé.



Le PNUD a aidé à établir de nouveaux marchés dans des régions isolées de la République démocratique populaire lao, ce qui a accru les revenus de communautés démunies.

et d'appartenance communautaire.

LA SOCIÉTÉ CIVILE, ACCÉLÉRATEUR DU CHANGEMENT

Les organisations de la société civile ont prouvé leur utilité en tant que partenaires des activités de plaidoyer. En Amérique latine, le PNUD a aidé le **Réseau régional des transgenres** (REDLACTRANS) à acquérir des compétences en matière de leadership et à mobiliser des ressources afin de renforcer les protections juridiques pour les personnes transgenres. En 2012, le groupe est intervenu auprès du Sénat argentin pour qu'il adopte une nouvelle loi sur l'identité sexuelle, qui fait de la chirurgie de réattribution sexuelle un droit juridique. Des parlementaires de six pays ont convenu par écrit de plaider en faveur de l'adoption de lois analogues et le réseau REDLACTRANS les aide à échanger des informations à cette fin.

Notre partenariat avec la **Commission Huairou** a attiré l'attention sur les effets différenciés de la corruption sur

les hommes et les femmes. Une étude novatrice a recueilli des données et des témoignages dans huit pays et a constaté, par exemple, que les aides familiales étaient les plus vulnérables face à la corruption, car plus dépendantes des services publics. Le rapport a retenu l'attention des médias mondiaux et a fait l'objet de débats à la Commission de la condition de la femme et au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Le PNUD finance actuellement, dans un petit nombre de pays, des projets pilotes qui associent les femmes à la lutte contre la corruption.

AMBASSADEURS POUR UN MONDE MEILLEUR

Nos **Ambassadeurs de bonne volonté** mettent bénévolement leur célébrité au service d'un monde meilleur. À l'occasion de la Journée internationale de la femme en 2013, la vedette de cinéma Antonio Banderas a lancé un appel pour mettre fin aux violences faites aux femmes, en invitant les hommes à se mobiliser contre ce fléau.

En 2012, le Match contre la pauvreté, événement annuel parrainé par la Fédération internationale de football association (FIFA) et l'Union européenne des associations de football (UEFA), a fêté son dixième anniversaire. Diffusé dans le monde entier, il a eu lieu à Porto Alegre, au Brésil, où plus de 50 000 fans ont acclamé les équipes conduites par les légendes du football Ronaldo et Zinédine Zidane. C'est celle de Ronaldo qui a remporté la victoire, mais ce sont les jeunes marginalisés du Brésil et du Cap-Vert qui ont été les grands gagnants. Toutes les recettes, soit 360 000 dollars, ont été remises à des programmes visant à améliorer leur éducation et à favoriser l'inclusion sociale par le sport.

Parmi les autres Ambassadeurs mondiaux du PNUD figurent Iker Casillas, Didier Drogba, Misako Konno, Maria Sharapova, Marta Vieira da Silva et le Prince héritier Haakon de Norvège.



Lors du Match contre la pauvreté 2012, les ambassadeurs de bonne volonté du PNUD Zinédine Zidane et Ronaldo en compagnie de l'Administratrice associée du PNUD Rebeca Grynspan.

DROITE : L'ambassadeur de bonne volonté Antonio Banderas appelle les hommes à agir pour mettre un terme à la violence à l'égard des femmes.

L'ambassadrice de bonne volonté Maria Sharapova a invité ses 224 000 suiveurs sur Twitter à s'impliquer en faveur de la réalisation des OMD.

LA RÉINSERTION PAR LES SERVICES BANCAIRES MOBILES



Les services bancaires par téléphonie mobile ont permis à 450 000 habitants de cinq pays du Pacifique d'utiliser un système meilleur marché et plus sûr que les transactions en numéraire. Ces modes de paiement et d'épargne peu coûteux accroissent l'accès des pauvres aux services financiers.



Le conflit qui se déroule en Syrie a forcé des milliers d'habitants à se réfugier en Turquie. Pour répondre à leurs besoins de base, le Programme alimentaire mondial (PAM) distribue des fonds d'aide au moyen de cartes prépayées largement acceptées par les commerçants turcs. Ces cartes donnent aux réfugiés, majoritairement des femmes, la dignité qui découle de la liberté de pouvoir choisir soi-même. Rapides et peu coûteuses à distribuer, elles renforcent la sécurité, la transparence et l'inclusion financière.

CE N'EST LÀ QU'UN EXEMPLE RÉCENT de la façon dont des organismes des Nations Unies, des ONG, des autorités gouvernementales et le secteur privé collaborent pour remplacer peu à peu l'argent liquide par des paiements électroniques afin d'aider les populations pauvres et vulnérables.

Le **Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF)**, partenaire du PNUD, est l'organisme des Nations Unies chargé d'investir des capitaux dans les 49 pays les moins avancés. En tant que chef de file des Nations Unies œuvrant à la mise en place de systèmes financiers inclusifs, il héberge depuis 2012 une nouvelle initiative mondiale, la *Better Than Cash Alliance* [Alliance pour des modalités meilleures que l'argent en espèces].

Ce partenariat encourage les paiements électroniques et aide ses membres à réaliser deux objectifs communs : l'autonomisation de la population et le renforcement de l'économie. Les programmes d'assistance en espèces ont généralement des coûts transactionnels

et administratifs élevés et n'atteignent souvent les ménages pauvres qu'au travers d'une série d'intermédiaires. Les paiements électroniques peuvent réduire notablement les coûts et l'argent va directement à ceux qui en ont le plus besoin.

L'alliance *Better Than Cash* est un partenariat public-privé dynamique financé par la Fondation Bill et Melinda Gates, la Fondation Citi, la Fondation Ford, le Réseau Omidyar, l'Agence des États-Unis pour le développement international et Visa Inc. Parmi ses membres figurent les Gouvernements de l'**Afghanistan**, de la **Colombie**, du **Kenya**, du **Pérou** et des **Philippines**, des organisations internationales telles que le PNUD et le PAM, et des organisations de développement telles qu'ACDI/VOCA, CARE, Chemonics, Concern, *Mercy Corps*, et la Fondation Grameen.

Au cours de l'année 2012, 6 807 **Volontaires des Nations Unies** (VNU) venus de 159 pays différents ont appuyé les activités de partenaire des Nations Unies dans le domaine de la paix et du développement ; 81 % d'entre eux venaient de pays en développement et 39 % étaient des femmes.

DANS LE CADRE DU PARTENARIAT DU PNUD avec le programme des VNU, quelque 2 038 praticiens du développement ont œuvré bénévolement à réduire la pauvreté, à favoriser la réalisation des OMD, à renforcer la gouvernance démocratique, à prévenir les crises ou à appuyer le relèvement au lendemain de celles-ci. Au **Soudan du Sud**, un projet de renforcement des principales institutions publiques a fait appel à 150 volontaires spécialisés. En **Ukraine**, des volontaires ont formé 124 enseignants et entraîneurs au développement de la jeunesse par la pratique du football et l'esprit sportif, avec la participation de plus de 1 200 jeunes.

Environ 3 000 volontaires ont travaillé dans le cadre du maintien de la paix ou de missions politiques spéciales, pour appuyer, par exemple, l'envoi de secours et les efforts de relèvement en **Haïti** ou les processus électoraux en phase d'après conflit en **Côte d'Ivoire**, en **République démocratique du Congo** et au **Timor-Leste**. Mille autres ont pris part à des activités de secours humanitaire sous l'égide du HCR, pour venir en aide à des réfugiés et à des personnes déplacées dans 82 pays, notamment en **Colombie**, au **Kenya** et au **Soudan**.

Le Service de volontariat en ligne des VNU a permis à environ 11 000 volontaires d'effectuer près de 16 000 interventions

en ligne en 2012. Ils ont ainsi appuyé les activités de développement des Nations Unies ainsi que d'ONG et de gouvernements ; 62 % de ces volontaires venaient de pays du Sud, 56 % étaient des femmes et 2 % ont déclaré être handicapés.

La création d'un **Programme de jeunes volontaires des Nations Unies** fut l'une des principales priorités, conformément au Programme d'action quinquennal du Secrétaire général. Lancé en 2013, il s'attachera à amener des jeunes à œuvrer pour le changement dans leur communauté. Pour cela, il leur donne accès à des possibilités de bénévolat et favorise la coopération entre pays en développement.

Le **programme Volontariat de la jeunesse arabe pour un avenir meilleur**, lancé en 2012, aide à formuler des initiatives régionales et nationales pour appuyer de jeunes bénévoles. Cinq jeunes spécialistes en développement des VNU ont collaboré avec 45 volontaires communautaires pour organiser des consultations nationales de jeunes en **Égypte**, en **Jordanie**, au **Maroc**, en **Tunisie** et au **Yémen** ainsi qu'un atelier régional. Les participants ont préconisé d'encourager l'inclusion sociale, politique, civique et économique, en particulier pour les femmes et les minorités. Le programme appuiera les jeunes volontaires qui œuvreront à la réalisation de tels objectifs jusqu'à la fin 2015.

LE VOLONTARIAT AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT



Un VNU français, Kevin Kiffer (à dr.) fait une enquête en République du Congo sur les besoins et les aspirations de la population. Le but visé est d'encourager les membres des communautés à s'impliquer dans le développement local.

Patricia Saffa montre sa carte d'électrice qui lui a permis de voter lors des élections de 2012 en Sierra Leone. Quatorze organismes des Nations Unies ont apporté à cette occasion une assistance coordonnée. Le PNUD a aidé à mettre en place un système biométrique d'inscription des électeurs.

LE PNUD ET LE SYSTÈME DE L'ONU

LEADERSHIP ET COORDINATION



Des changements climatiques aux inégalités croissantes, le monde fait face à des défis complexes qui appellent des mesures judicieuses. Le PNUD, principal organisme des Nations Unies dans le secteur du développement, assure la coordination des activités onusiennes dans ce domaine.

EN 2012, la plupart des équipes de pays des Nations Unies s'étaient dotées de plans ou de programmes communs pour gérer l'aide conformément aux priorités nationales en matière de développement. Dix-sept pays affectés par des conflits avaient adopté des stratégies spéciales pour guider la coopération entre les missions politiques spéciales ou de maintien de la paix de l'ONU d'une part et les organismes de développement participant aux secours humanitaires et au relèvement d'autre part.

Trente-deux nations ont adopté l'initiative « Unis dans l'action », qui assure une étroite coordination des activités des Nations Unies. Une évaluation indépendante a conclu en 2012 que cette initiative avait renforcé l'appropriation nationale des activités onusiennes, réduit les coûts pour le gouvernement et accru la transparence. Au vu de ces résultats, les États Membres des Nations Unies ont demandé au Groupe des Nations Unies pour le développement – qui, sous la houlette du PNUD, fournit des directives en matière de coordination à 32 organismes des Nations Unies – d'appuyer les pays qui souhaitent adopter ce modèle en émettant

des procédures opérationnelles permanentes.

Un appui des Nations Unies judicieusement coordonné permet de faire un usage optimal de précieuses ressources. Une récente enquête mondiale menée dans 90 pays a ainsi constaté que l'on réalisait en moyenne des économies de 12,5 % grâce aux accords d'achats groupés à long terme. Quarante pour cent des pays ont noté une réduction des procédures redondantes et 74 % ont fait état d'une amélioration des prestations de services. Dans son ensemble, le système des Nations Unies a économisé 20 millions de dollars au cours de la période 2011-2012 en harmonisant ses pratiques en matière de taux de change.

En tant que responsable du système des coordonnateurs résidents des Nations Unies et garant de la cohérence des activités de développement de l'Organisation au sein des pays, le PNUD a pris des mesures pour rendre la sélection et la formation plus rigoureuses. Un effort constant visant à assurer la parité des sexes et la diversité géographique parmi les coordonnateurs a porté ses fruits en 2012, la proportion de femmes et de personnes originaires de l'hémisphère Sud se situant

respectivement aux niveaux record de 41 % et 44 %.

SIERRA LEONE : PARTENARIATS POUR LA PAIX

En **Sierra Leone**, 14 organismes de développement des Nations Unies et une mission de renforcement de la paix déployée sous mandat du Conseil de sécurité ont fourni conjointement leur appui au pays. Œuvrant de concert au lendemain d'une guerre civile brutale, ces entités ont aidé à établir une Commission des droits de l'homme, à indemniser plus des deux tiers des victimes de guerre déclarées, à doubler la taille du réseau de routes rurales, à fournir des services de santé et à accroître l'efficacité de la fonction publique.

Les élections présidentielles, législatives et locales de 2012 ont été un pas de plus sur la voie du retour au bon fonctionnement de l'État en Sierra Leone. Divers observateurs, notamment de l'Union européenne, ont confirmé le bon déroulement du scrutin. Les organismes des Nations Unies avaient prévu des dispositions coordonnées pour la logistique, la sécurité et l'information

publique. Le système des Nations Unies et les donateurs bilatéraux s'en étaient remis au PNUD pour la gestion d'un fonds électoral commun de 40 millions de dollars, mécanisme qui a permis d'aligner les activités, d'accroître la transparence et de favoriser un emploi stratégique optimal des ressources.

Au nombre des multiples autres apports du PNUD ont figuré un renforcement des capacités de la Commission électorale nationale et un appui en faveur de l'adoption d'une loi sur les élections publiques instituant pour la première fois un tribunal chargé de connaître des infractions électorales. Citons aussi la mise en place d'un système biométrique sophistiqué, qui a permis d'inscrire 2,7 millions de personnes sur les listes électorales et de leur remettre des cartes d'électeurs.

En parallèle, la mission de consolidation de la paix des Nations Unies a formé plus de 12 500 membres des services de police et de sécurité aux fonctions électorales et aux enquêtes sur les infractions dans ce domaine. Ces formations ont permis aux dix partis agréés d'avoir

une compréhension commune des lois électorales, ce qui a réduit les possibilités de désaccord.

ENSEMBLE POUR LUTTER CONTRE L'ÉCHEC SCOLAIRE

Au **Mexique**, le PNUD fait équipe avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) pour améliorer la qualité de l'enseignement et lutter contre l'échec scolaire. L'initiative *ConstruyeT* [Construis-toi toi-même] encourage les jeunes à bien gérer le passage à la vie adulte, notamment en prenant confiance en eux et en évitant les comportements destructeurs.

Le PNUD a aidé à instaurer des relations durables entre le Gouvernement du Mexique et les groupes de la société civile pour la mise en œuvre du programme. L'UNICEF et l'UNESCO ont apporté leur expertise en matière de préparation à la vie active. Le programme est actuellement dispensé dans 18 % des établissements d'enseignement secondaire du Mexique et près de 350 000 jeunes y participent.

FINANCER DES PRIORITÉS COMMUNES

Le PNUD administre 55 fonds d'affectation spéciale multipartenaires qui favorisent la coordination des activités des Nations Unies et en accroissent l'efficacité. En encourageant les entités onusiennes à collaborer, les fonds rationalisent la gestion des ressources et réduisent les coûts pour les donateurs et les bénéficiaires. Ils encouragent l'adoption de positions unifiées sur les priorités communes, les pays ou les stratégies, telles que l'initiative « Unis dans l'action ».

En 2012, le PNUD a reçu environ 753 millions de dollars pour les fonds des Nations Unies qu'il administre. Les apports des bailleurs de fonds depuis 2004 s'élèvent à un total de 6,3 milliards de dollars. Sept nouveaux fonds multipartenaires ont été établis en 2012, notamment le Fonds humanitaire commun pour le Soudan du Sud, un fonds national de transition pour le Yémen, deux fonds de développement et trois fonds pour des activités liées aux changements climatiques.

Le **Fonds pour la réalisation des OMD** a beaucoup contribué à résoudre des problèmes de développement complexes, tels que l'égalité des sexes ou l'emploi des jeunes, et a induit des changements notables pour des millions de gens. Parrainé par le Gouvernement espagnol et administré par le PNUD au nom du système des Nations Unies, ce fonds a acheminé, depuis 2006, environ 900 millions de dollars destinés à des programmes communs dans 50 pays.

6,3 milliards de dollars
d'apports des bailleurs de fonds depuis 2004.

900 millions de dollars
versés aux programmes des Nations Unies par le Fonds pour la réalisation des OMD depuis 2006.

RESPONSABILITÉ ET CONFIANCE



Tout au long de l'année 2012, le PNUD a peaufiné son Programme de changement organisationnel. En réformant ses processus, il produit des résultats à la hauteur des montants investis pour le développement et continue d'agir en partenaire privilégié.

LE PNUD ATTACHE UNE IMPORTANCE PARTICULIÈRE à la responsabilisation

et à la transparence, éléments intégraux de la confiance en sa bonne intendance des ressources publiques. En 2012, toute personne disposant d'un ordinateur pouvait examiner les résultats des quelque 6 000 projets de développement qu'il a entrepris dans 177 pays et territoires.

Ces résultats sont accessibles via open.undp.org, un site Web lancé dans le cadre de la mise en œuvre de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA).

La *Task Force for Financial Integrity and Economic Development* [Groupe de travail pour l'intégrité financière et le développement économique], coalition mondiale d'organisations de la société civile et de plus de 50 gouvernements, a loué le PNUD pour avoir démontré qu'il

était possible de produire des rapports détaillés pour un coût peu élevé. Avant même le lancement du site, le PNUD se plaçait en tête du classement des organismes des Nations Unies selon l'indice de transparence de l'aide publié par l'organisation *Publish What You Fund* [Publiez ce que vous financez].

En 2013, un consortium dirigé par le PNUD s'est vu attribuer la responsabilité de la gestion de l'IITA. Ce consortium réunit des représentants du Ghana et de la Suède, du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets et du groupe *Development Initiatives* du Royaume-Uni. Plus de 100 organismes des Nations Unies, banques multilatérales, bailleurs de fonds bilatéraux et ONG octroyant au total 76 % de l'aide publient leurs données en ligne, conformément aux directives de l'IITA.



« Victoire pour la transparence. »

— Joe Torsella | Ambassadeur des États-Unis auprès des Nations Unies, sur Twitter à l'annonce de la publication des rapports d'audit du PNUD.



Le site open.undp.org propose des informations détaillées sur le financement et l'avancement des projets du PNUD. Il fait partie des mesures prises par l'organisation en faveur de la transparence de l'aide dans le cadre de l'IITA. Nous nous classons en première place de tous les organismes des Nations Unies selon l'indice de transparence de l'aide publié par l'organisation *Publish What You Fund*.

Le PNUD obéit à des normes exigeantes en matière de gestion financière. En 2012, le Comité des commissaires aux comptes des Nations Unies a émis à son égard une opinion sans réserve pour la troisième année consécutive. Tous les rapports d'audit internes du PNUD sont à présent disponibles en ligne. Les membres du personnel des services financiers de 50 bureaux de pays sont en passe d'obtenir l'agrément du *Chartered Institute of Public Finance and Accountancy* et acquièrent les compétences financières de haut niveau exigées par le PNUD, tout particulièrement à la suite de l'adoption des Normes comptables internationales du secteur public.

Un certain nombre de dispositions sont

venues renforcer encore la gestion axée sur les résultats. Un processus annuel robuste de planification des activités confère une cohérence et une focalisation accrues au Programme en guidant les actions et l'affectation des ressources de manière à appuyer la réalisation des objectifs stratégiques. Et un suivi amélioré permet aux responsables de réagir promptement lorsque des mesures correctives s'imposent.

Dans l'ensemble, les programmes de pays du PNUD sont aujourd'hui mieux définis. Leurs objectifs stratégiques, moins nombreux, sont plus ciblés et le nombre de projets a été réduit de moitié. Au début 2013, nous avons lancé notre Initiative d'appui à tous nos bureaux de pays pour

UN TRAVAIL PIONNIER EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ DES SEXES

Trois bureaux de pays du PNUD se sont distingués en 2012 en remportant les premiers prix du programme interne « Sceaux de l'égalité des sexes ». Cette initiative met en exergue les meilleurs résultats en la matière dans les programmes et les pratiques internes.

Le PNUD **Argentine** dispose d'une unité chargée des questions de genre qui veille à la bonne application de sa stratégie en matière d'égalité des sexes. Le bureau consacre environ 40 % de son budget à la réalisation d'objectifs dans ce domaine et il a joué un rôle majeur dans l'adoption de nouvelles mesures d'application de la loi nationale sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes.

Au PNUD **Bhoutan**, les cadres encouragent les membres du personnel, hommes et femmes, à trouver un équilibre entre leur vie de famille et leurs activités professionnelles. Un système d'intégration de l'égalité des sexes dans tous les programmes a accéléré l'obtention de résultats dans ce domaine. C'est ainsi, par exemple, que les activités de plaidoyer du PNUD ont contribué à l'adoption d'une loi exigeant que toute nouvelle législation nationale tienne compte de la problématique de l'égalité des sexes.

Au **Kirghizistan**, le PNUD a appliqué strictement les directives sur la façon d'éviter le sexisme au stade de l'embauche et a formé tout son personnel de manière à ce qu'il appuie activement la réalisation des objectifs sur l'égalité des sexes. Il a aidé le gouvernement à formuler une série de plans d'action pour mettre en œuvre la Stratégie nationale en matière de genre pour 2012-2020.

les aider à renforcer leurs capacités à recueillir des données qui permettent d'accroître la réactivité des programmes et améliorer leurs résultats.

Étant donné que nous intervenons dans des contextes nationaux de plus en plus diversifiés, nous actualisons nos modèles d'activités pour nous assurer que ces derniers soient adaptés aux fins visées. Pour les pays en situation de crise, en particulier, nous avons adopté en 2012 un plan d'action en 14 points et révisé les procédures opérationnelles standard. Les décisions de gestion sont plus rapides, plus efficaces et mieux informées. Un nouveau bureau sur la gouvernance en situation de crise guide les programmes dans les

pays fragiles et affectés par les crises. Ces mesures renforcent les interactions entre l'État et ses administrés, qui sont essentielles pour opérer une transition durable menant à la stabilité.

Le PNUD administre l'une des plus grandes opérations d'achat et de passation de marchés des Nations Unies, d'un montant annuel de près de 3 milliards de dollars de biens et de services. Nous aidons les pays en développement à accéder, par exemple, à des matériels électoraux et à des services de secours d'urgence à des conditions raisonnables. Plus de 70 % des achats sont effectués auprès de fournisseurs établis dans des pays en développement.

Pourcentage de satisfaction des bureaux du PNUD concernant les services d'appui du Programme mondial

| | Réduction de la pauvreté/ OMD | VIH et sida | Gouvernance démocratique | Environnement et développement durable | Égalité des sexes | Renforcement des capacités |
|---|-------------------------------|-------------|--------------------------|--|-------------------|----------------------------|
| Leadership et orientation de politique/ Conseil et appui programmatique | 80 | 88 | 80 | 79 | 81 | 74 |
| Formulation de programmes/ projets et appui à la mise en œuvre | 73 | 83 | 76 | 78 | 79* | 71 |
| Cadres, produits et services de gestion des connaissances | 76 | 81 | 76 | 75 | 78 | 77 |

* En référence à l'appui à la prise en compte systématique de l'égalité des sexes et des capacités dans ce domaine.

SOURCE : Enquête mondiale sur les produits et les services 2012/PNUD

Notre approche qualité-prix réduit également les délais de passation de contrats. Nos nouvelles procédures de soumission en ligne devraient nous faire économiser 500 000 dollars par an en temps de travail et autres coûts. D'autre part, la signature électronique de bons d'achat nous permettra d'économiser 1,3 million de dollars sur cinq ans. Un programme de certification du personnel accrédité par un organisme externe, garantit le respect des normes internationales en matière d'achats. Il a reçu le prestigieux prix ESCA 2012 (Prix européen pour l'excellence de la chaîne logistique) pour la formation et le développement professionnel.

Conformément à notre attachement au développement durable, nous avons adopté en 2012 une série de critères de sélection environnementaux et sociaux. Tous les projets de grandes dimensions font à présent l'objet d'évaluations d'impact, notamment sur l'égalité des sexes, les populations autochtones, les changements climatiques, les écosystèmes, la biodiversité, les moyens d'existence et la santé.

Nous nous situons en tête des organismes des Nations Unies pour le suivi systématique des émissions de gaz à effet de serre, ainsi que pour la réduction des déplacements, l'achat d'énergie

renouvelable et le recours croissant aux communications électroniques pour réduire notre empreinte carbone. Le siège du PNUD a atteint la neutralité climatique en 2012 grâce à une réduction de 34 % de ses émissions par rapport à 2008 et à l'achat de crédits de réduction des émissions qui soutiennent le développement durable et la réalisation des OMD.

RESSOURCES DU PNUD



Le PNUD s'attache à diversifier et à consolider sa base de ressources.

LE PNUD EST ENTIÈREMENT FINANCÉ par des contributions volontaires, notamment des États Membres des Nations Unies et des organisations multilatérales ou autres. Ces contributions sont affectées à notre budget, soit en tant que ressources ordinaires, soit en tant qu'autres ressources qui sont réservées à des usages précisés par les donateurs. En 2012, cinquante pays ont contribué aux ressources ordinaires, qui se sont élevées à un total de 846,1 millions de dollars.

Les autres ressources se sont élevées à 3,79 milliards de dollars en 2012. Les

ressources locales fournies par les pays de programme ont augmenté de 5,7 % par rapport à 2011. Les contributions d'entités multilatérales ont atteint 1,5 milliard de dollars.

Le développement est une entreprise s'inscrivant dans la durée, qui exige une focalisation stratégique ainsi qu'une aptitude à faire face aux crises et à saisir les opportunités. Dans un contexte en mutation rapide, le PNUD s'attache à diversifier et à consolider sa base de ressources.

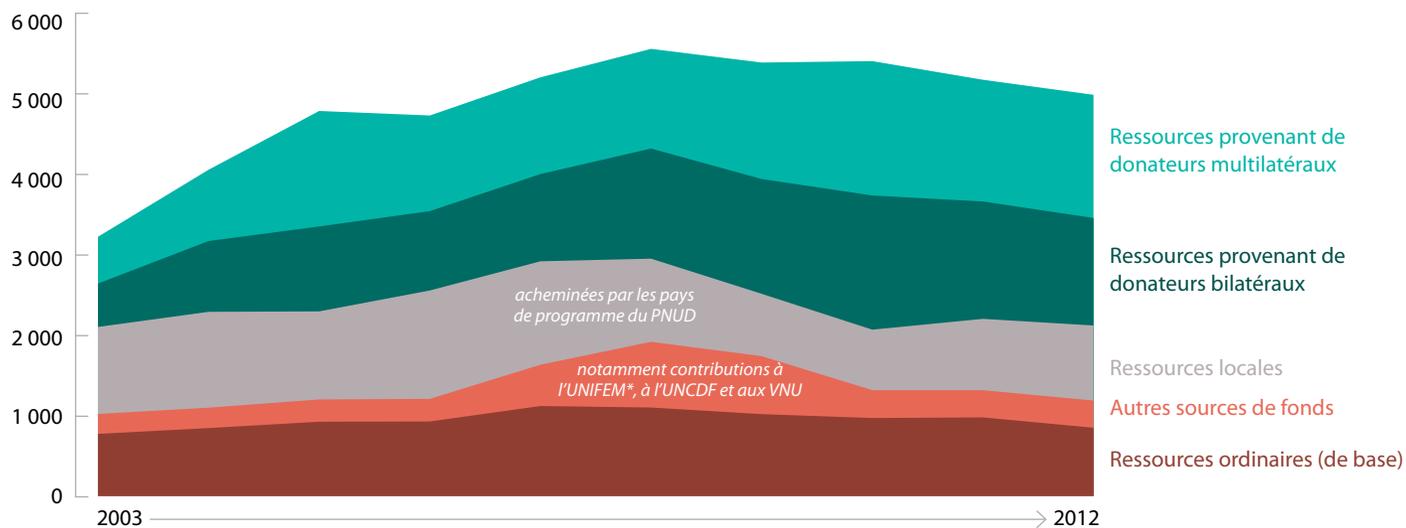
RESSOURCES ORDINAIRES Chiffres préliminaires de mars 2013

| | 2011 <small>(en millions de dollars EU)</small> | 2012 <small>(en millions de dollars EU)</small> | Différence par rapport à 2011 (en pourcentage) |
|---------------------|--|--|---|
| Entités bilatérales | 974,5 | 846,1 | (13,2) |

AUTRES RESSOURCES Chiffres préliminaires de mars 2013

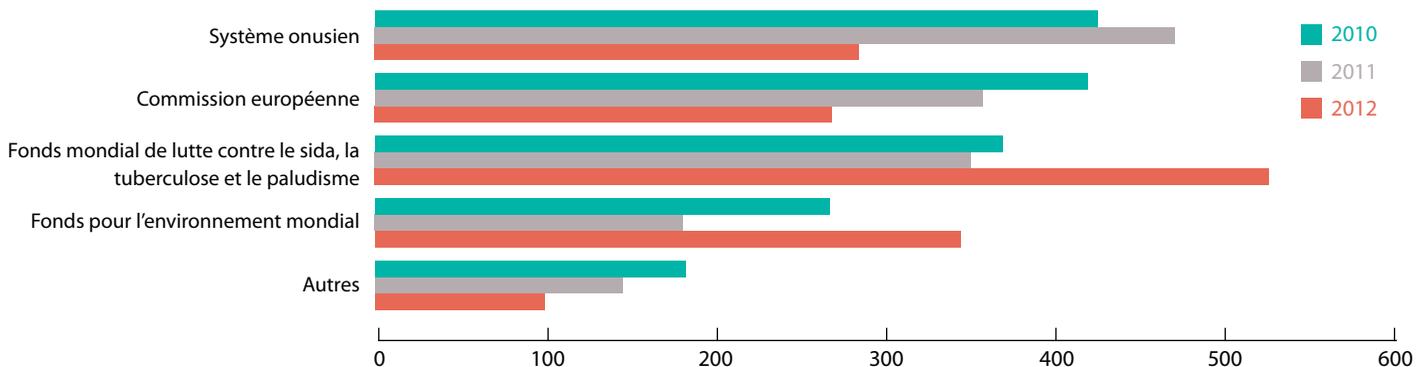
| | 2011 <small>(en millions de dollars EU)</small> | 2012 <small>(en millions de dollars EU)</small> | Différence par rapport à 2011 (en pourcentage) |
|---|--|--|---|
| Entités bilatérales | 1 450 | 1 330 | (8,3) |
| Entités multilatérales | 1 510 | 1 530 | 1,3 |
| Ressources locales (Participation gouvernementale aux coûts) | 884 | 931 | 5,3 |
| Total des autres ressources | 3 844 | 3 791 | (1,4) |

CONTRIBUTIONS VERSÉES AU PNUD : 2003-2012 Chiffres préliminaires de mars 2013 • En millions de dollars EU



* Comprend les recettes d'UNIFEM pour 2003-2009.

SOUTIEN DE PARTENAIRES NON BILATÉRAUX Principaux contributeurs aux autres ressources • Chiffres préliminaires de mars 2013 • En millions de dollars EU



SOURCE : PNUD

REVENUS BRUTS REÇUS EN 2012

Classement selon les contributions aux ressources totales • Chiffres préliminaires de mars 2013 • En dollars EU

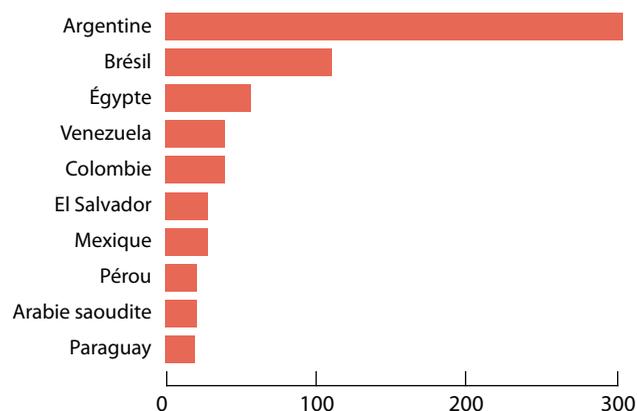
| CONTRIBUTEURS | RESSOURCES | | |
|----------------------|-------------|-------------|-------------|
| | ORDINAIRES* | AUTRES | TOTAL |
| Japon | 80 472 261 | 363 200 230 | 443 672 491 |
| États-Unis | 78 403 644 | 246 636 333 | 325 039 977 |
| Suède | 103 375 844 | 113 299 306 | 216 675 150 |
| Norvège | 137 819 939 | 65 848 906 | 203 668 845 |
| Royaume-Uni | 87 301 807 | 105 762 446 | 193 064 253 |
| Pays-Bas | 71 428 571 | 39 774 127 | 111 202 698 |
| Allemagne | 29 036 903 | 75 461 395 | 104 498 298 |
| Suisse | 58 064 516 | 31 465 757 | 89 530 273 |
| Australie | 21 565 762 | 66 935 652 | 88 501 414 |
| Danemark | 57 668 048 | 27 468 736 | 85 136 784 |
| République de Corée | 5 000 000 | 57 928 893 | 62 928 893 |
| Espagne | 8 000 000 | 41 183 081 | 49 183 081 |
| Finlande | 24 875 622 | 17 557 127 | 42 432 749 |
| Belgique | 27 775 837 | 3 493 707 | 31 269 544 |
| Canada | ** | 31 225 935 | 31 225 935 |
| France | 18 286 235 | 1 239 018 | 19 525 253 |
| Irlande | 11 930 295 | 6 375 212 | 18 305 507 |
| Nouvelle-Zélande | 6 514 658 | 10 071 686 | 16 586 344 |
| Arabie saoudite | 2 000 000 | 8 955 306 | 10 955 306 |
| Luxembourg | 3 917 663 | 6 360 011 | 10 277 674 |
| Chine | 3 625 000 | 1 552 000 | 5 177 000 |
| Autriche | 2 390 438 | 1 979 326 | 4 369 764 |
| Turquie | 1 100 000 | 2 374 256 | 3 474 256 |
| Inde | ** | 2 080 000 | 2 080 000 |
| Fédération de Russie | 650 000 | 662 500 | 1 312 500 |
| Italie | – | 1 143 932 | 1 143 932 |
| Portugal | 550 000 | 389 610 | 939 610 |
| Thaïlande | 865 112 | – | 865 112 |
| Koweït | 570 000 | – | 570 000 |
| Bangladesh | 401 000 | 1 000 | 402 000 |

* Liste des donateurs classés en fonction des contributions aux ressources ordinaires, aux fonds d'affectation spéciale thématique et à la participation des tiers aux coûts.

** Les contributions du Canada et de l'Inde au titre de l'année 2012 ont été reçues en 2013.

SOUTIEN DU GOUVERNEMENT DES PAYS DE PROGRAMME

10 premiers contributeurs aux ressources locales en 2012 • Chiffres préliminaires de mars 2013 • En millions de dollars EU



PRINCIPAUX BÉNÉFICIAIRES DES AUTRES RESSOURCES EN 2012

Chiffres préliminaires de mars 2013 • En dollars EU

| | |
|--|-------------|
| Afghanistan | 615 638 298 |
| Zimbabwe | 195 005 739 |
| Soudan | 136 906 931 |
| République démocratique du Congo | 114 162 066 |
| Soudan du Sud | 95 167 748 |
| Bangladesh | 53 707 650 |
| Zambie | 53 606 373 |
| Kenya | 49 902 551 |
| Programme d'assistance au peuple palestinien | 48 741 011 |
| Pakistan | 47 814 045 |
| Somalie | 47 220 163 |
| Haïti | 36 874 420 |

SOURCE : PNUD

CONTACTS

Bureau des relations extérieures et du plaidoyer

One United Nations Plaza
New York, NY 10017, É.-U.A.
Tél : 1 (212) 906 5300

Bureau de représentation du PNUD à Washington

1775 K Street, NW, Suite 420
Washington, DC 20036, É.-U.A.
Tél : 1 (202) 331 9130

Bureau de représentation du PNUD à Genève

Palais des Nations CH-1211
Genève 10, Suisse
Tél : (41-22) 917 8536

Bureau de représentation du PNUD à Bruxelles

14 Rue Montoyer
B-1000 Bruxelles, Belgique
Tél : (32-2) 505 4620

Bureau de représentation du PNUD à Copenhague

UN City, Marmorvej 5,
2100 Copenhague O, Danemark
Tél : (45) 45 33 5000

Bureau de représentation du PNUD à Tokyo

UN House 8F
5-53-70 Jingumae
Shibuya-ku
Tokyo 150-0001, Japon
Tél : (813) 5467 4751

Centre régional du PNUD pour l'Afrique

Kirkos Sub City
Democratic Republic of Congo Street
Kebele 01, House No. 119
PO Box 60130
Addis Abeba, Éthiopie
Tél : (251) 115 170707

Centre régional du PNUD du Caire

2 Hegaz Street, CEDARE Building
Heliopolis Bahary -11737
Heliopolis, Le Caire, Égypte
Tél : (20) 2 2456 4942

Centre régional du PNUD de Bangkok

United Nations Service Building
3rd floor, Rajdamnern Nok Avenue
Bangkok 10200, Thaïlande
Tél : (66) 2304 9100, Ext. 2

Centre du PNUD pour le Pacifique

c/o UNDP
Private Mail Bag
Suva, Fidji
Tél : (679) 330 0399

Centre régional du PNUD pour l'Europe et la Communauté des États indépendants

Grossinglova 35
811 09 Bratislava, République slovaque
Tél : (421-2) 59337 428

Centre régional du PNUD au Panama

Casa de las Naciones Unidas Panamá
Clayton, Ciudad del Saber
Edificios 128 y 129
Apartado Postal 0816-1914
Panama, République du Panama
Tél : (507) 302 4500

ABBREVIATIONS

- FEM :** Fonds pour l'environnement mondial
- FIFA :** Fédération internationale de football association
- HCR :** Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
- IIAT :** Initiative internationale pour la transparence de l'aide
- OCDE :** Organisation de coopération et de développement économiques
- OMD :** objectif du Millénaire pour le développement
- ONG :** organisation non gouvernementale
- PAM :** Programme alimentaire mondial
- PNUD :** Programme des Nations Unies pour le développement
- REDLACTRANS :** Réseau latino-américain des personnes transsexuelles
- TICAD :** Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique
- UEFA :** Union des associations européennes de football
- UNCDF :** Fonds d'équipement des Nations Unies
- UNESCO :** Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
- UNICEF :** Fonds des Nations Unies pour l'enfance

CRÉDITS PHOTO

Couverture : Antonio Escalante/PNUD Pérou

Page 1 : Stephen Wandera/PNUD

Page 3 : (À g.) Joel van Houdt/PNUD;

(À dr.) Brian Sokol/PNUD-Soudan du

Sud ; Icônes OMD : PNUD-Brésil

Page 4 : Avec l'aimable autorisation de

Cabinet présidentiel du Mexique

Page 7 : Mark Garten/PNUD

Page 8 : Daro Sulakauri/PNUD-Géorgie

Page 9 : Pete Lewis/Department for

International Development

Page 10 : Samia Mahgoub/PNUD Lybie

Page 11 : Programme d'assistance au

peuple palestinien/PNUD

Page 13 : PNUD-Moldova

Page 14 : Avec l'aimable autorisation de

l'Agence nationale de l'action antimines

de l'Azerbaïdjan

Page 15 : PNUD-Philippines

Page 17 : PNUD-Colombie

Page 18 : PNUD-Soudan

Page 19 : Musuk Nolte/FEM-PNUD

Page 21 : Thomas Kelly/PNUD-Népal

Page 25 : PNUD-Libéria

Page 26 : (À g.) Victoria Hazou/ONU/

MINUSTAH ; (À dr.) PNUD-Ukraine

Page 27 : (L) Gary He/Insider Images

Images pour la Fondation pour les

Nations Unies ; (À dr.) PNUD-Ouganda

Page 28 : PNUD

Page 29 : Jefferson Bernardes/

Preview.com

Page 30 : Mereseini Senikau/UNCDF

Page 31 : Seraphin Ngoma/PNUD-Sierra

Leone

Publié par le Bureau des relations extérieures et du plaidoyer
Programme des Nations Unies pour le développement
New York

RÉDACTION : Gretchen Luchsinger
TRADUCTION : Michel Coclet
CONCEPTION : Design Lab 360
IMPRIMÉ PAR : Consolidated Graphics

Imprimé sur du papier écologique
avec des encres à base végétale. Les
documents imprimés sont recyclables.

© PNUD Juin 2013

« L'heure est venue de
passer des bonnes intentions
aux actions concrètes
pour avoir des effets réels. »

— Helen Clark
ADMINISTRATEUR DU PNUD



*Au service
des peuples
et des nations*

Programme des Nations Unies pour le développement
One United Nations Plaza
New York, NY 10017
États-Unis d'Amérique

www.undp.org/french

 www.facebook.com/pnudfr
 www.twitter.com/pnud_fr
 www.youtube.com/undp

